

Baccalauréat 2026

Plus de 876 000 candidats concernés par les épreuves à partir d'aujourd'hui

Lire page 3



Photo : D.R. ©

Diaspora et développement économique

Chaïb mobilise les compétences algériennes du Royaume-Uni

Lire page 6

Campagne d'irrigation 2026

340 millions mètres cubes d'eau mobilisés pour 238 000 hectares

Lire page 6

Formation professionnelle et métiers d'avenir

L'Algérie renforce ses partenariats au TechSkills Forum

Lire page 6

4^e édition du SADA

Rezig procède à l'ouverture avec 25 pays participants

Lire page 16

Algérie-Tunisie

Renforcement de la coopération dans le domaine des Télécommunications

Lire page 4

Contribution

Les enjeux énergétiques et géostratégiques du gazoduc Nigeria - Europe

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

Lire page 5

L'Echo Sportif

EN



Départ, cet après-midi, à destination de Kansas City

Lire page 15

Avec une portée stratégique et d'envergure continentale

Le TSGP suscite l'intérêt de la presse internationale

Lire page 4



A photograph showing a white car overturned on its side on a road. A firefighter in a dark uniform with 'الحماية المدنية' (Civil Protection) on the back is standing next to the car. Other vehicles and a hill are in the background.

A large quantity of Propaganda capsules, 300 mg, arranged in rows on a wooden surface. The capsules are white with red markings. The boxes are white with red and black text.

Le corps sans vie d'une femme âgée d'une soixantaine-dizaine d'années a été découvert, vendredi vers la mi-journée dans une zone forestière de la commune d'Ouled Rechache, à l'est de la wilaya de Khenchela. Selon les informations disponibles, la victime avait quitté son domicile familial, jeudi matin vers 6 heures, dans la localité connue sous le nom de Zoui, sans donner de nouvelles par la suite. Face à son absence prolongée, ses proches ont entrepris des recherches auprès des membres de la famille, notamment ses filles mariées, ses fils et ses sœurs. Les recherches ont ensuite été élargies aux hôpitaux et à plusieurs lieux qu'elle aurait pu fréquenter. Vendredi, les recherches se sont intensifiées dans les oueds et les zones boisées avoisinantes. Des citoyens ont finalement découvert le corps et l'ont identifié avant d'alerter les services de la Gendarmerie nationale. La dépouille a été transportée par les services de la Protection civile vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf, où le médecin de garde a constaté le décès. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale afin de déterminer les circonstances du drame et les raisons ayant conduit la victime à quitter son domicile.

 L'ECHO D'ALGERIE INFORMER ET PENSER LIBREMENT Quotidien National d'Information Edité par la Sarl Echo Medias Algérie	<u>Fondateur</u> Tewfiq Meraou <u>Directeur de la Publication</u> Ahsene Saaïd <u>Directrice de la Rédaction</u> D^r Lila Meraou <u>Rédacteur en Chef</u> Mouloud Hamdi <u>Directeur Technique</u> Walid Boumaaraf	<u>Siège Social</u> : 32, Avenue de Maubeuge - Alger <u>Rédaction</u> : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger <u>Administration et Publicité</u> بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	<u>Compte N°</u> : 00500111400213631013 <u>Zigzag</u> Expresse <u>Impression</u> SIA	«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 <u>E-mail</u> : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz
---	---	--	--	--



<http://www.pearsoned.com>

**Dimanche 7 juin 2026**

Baccalauréat 2026

Plus de 876 000 candidats concernés par les épreuves à partir d'aujourd'hui

Plus de 876 000 candidats se présenteront, aujourd'hui, aux épreuves de l'examen du baccalauréat à travers 2973 centres d'examen répartis sur l'ensemble du territoire national. Les épreuves de l'examen de fin du cycle secondaire, qui concernent 876 171 candidats, s'étaleront sur cinq jours (7-11 juin) et se dérouleront sous la supervision de plus de 227 278 encadreurs au niveau national, dont des enseignants surveillants, observateurs et responsables de centres d'examens.

A cet effet, 18 centres de compostage et 98 autres de correction seront destinés à ces épreuves, avec un encadrement assuré par 52 044 personnes, dont 48 304 enseignants. Pour les épreuves de matinée, l'ouverture des centres d'examen de la session de 2026 a été fixée par le ministère de l'Éducation nationale à 7h15 au lieu de 7h30, et ce, jusqu'à 8h00. Durant l'après-midi, les candidats pourront y accéder dès 13h45 au lieu de 14h00 et ce, jusqu'à 14h30. La tutelle a également rappelé aux candidats l'obligation stricte de remettre aux membres de la cellule d'accueil, dès l'entrée aux centres, les téléphones portables et tout autre moyen technologique de communication, de récupération et de stockage de données, afin de leur éviter les sanctions prévues en cas d'infractions. Tout en conviant l'ensemble des candidats au respect de ces mesures organisationnelles, le ministère a, à ce titre, recommandé de se conformer au règlement en vigueur à l'intérieur des centres d'examen, afin de garantir le bon déroulement des épreuves et d'en réunir les meilleures conditions. De même que pour offrir l'égalité des chances à l'ensemble des candidats, dans une atmosphère empreinte de discipline, de calme et de transparence. A ce propos, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a présidé une conférence par visioconférence avec les chefs de centres d'examen du baccalauréat, session 2026, à travers l'ensemble des wilayas du pays. Cette conférence s'est déroulée sous la supervision des directeurs de l'Éducation et des directeurs délégués, en présence de cadres de l'administration centrale, du secrétaire général de l'Office national des examens et concours (ONEC) et du directeur de l'Office national d'enseignement et de formation à distance (ONEFD), a précisé la même source. Dans son allocution d'ouverture, le ministre a souligné que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la préparation rigoureuse de cette importante échéance scolaire nationale, eu égard à l'importante responsabilité incombant aux chefs de centres d'examen et au rôle central qu'ils jouent dans la bonne organisation et la sécurisation de cet examen important. Il a rappelé que l'examen du baccalauréat constitue l'un des rendez-vous nationaux les plus importants bénéficiant d'une attention particulière de l'Etat, compte tenu de ses dimensions éducative, sociale et nationale, ainsi que de l'enjeu qu'il représente en matière de garantie de l'égalité des chances entre tous les candidats, insistant sur la nécessité de veiller à l'organisation de cet examen dans les meilleures conditions et de rehausser davantage le niveau de performance, de discipline et de sécurisation, afin que la session 2026 soit plus distinguée et plus efficace que les précédentes. Le ministre a affirmé que les chefs de centres d'examen constituent un maillon essentiel dans la réussite de cette échéance nationale, en raison des responsabilités directes qui leur incombent en matière de gestion et de sécurisation des centres, ainsi que de l'application stricte des procédures organisationnelles en vigueur. Il les a appelés à faire preuve du plus haut degré de vigilance et de discipline, et à veiller à réunir les conditions optimales pour les candidats, afin de leur permettre de passer les épreuves dans un climat propice. Par ailleurs, M. Saâdaoui a salué le niveau de mobilisation et de coordination enregistré entre les différentes institutions de l'Etat, les départements ministériels et les organismes publics qui ont mis leurs moyens, espaces et services à la disposition des candidats durant la période des examens, notamment

lors des intervalles entre les épreuves, reflétant ainsi l'esprit de solidarité nationale et la complémentarité institutionnelle accompagnant cette importante échéance nationale. Il a insisté sur la stricte application des mesures relatives à la préservation de l'intégrité de l'examen, affirmant que l'interdiction d'introduire les téléphones portables et de tout type de moyen de communication électronique dans les centres et les salles d'examen constitue une mesure fondamentale et qu'aucun laxisme n'est tolérée, aussi bien pour les candidats que pour les encadreurs et personnels au sein des centres, appelant à prendre toutes les dispositions organisationnelles garantissant le respect de cette mesure. Après avoir rappelé les dispositions légales en vigueur relatives à la lutte contre la triche et la publication des sujets d'examens via les moyens de communication et les réseaux sociaux, le ministre a souligné que l'objectif de ces mesures est de prévenir et de protéger les candidats, de garantir l'égalité des chances et de préserver la crédibilité des examens scolaires nationaux. Il a, dans ce contexte, exhorté les chefs de centres à veiller à réunir toutes les conditions matérielles et organisationnelles nécessaires au déroulement de l'examen dans les meilleures conditions, en s'assurant de la disponibilité des structures et des équipements, en contrôlant les systèmes de climatisation et d'électricité, et en garantissant la propreté des lieux et l'approvisionnement en eau et des services nécessaires aux candidats et aux encadreurs, tout en assurant un bon accueil et orientation aux candidats.

Saâdaoui a, en outre, souligné l'importance de respecter les procédures de sécurisation de l'examen et leur application en toute responsabilité, qualifiant la mission des intervenants dans l'organisation des examens scolaires nationaux de noble mission nationale qui exige les plus hauts niveaux de vigilance, de discipline et d'engagement.

Rappelant les nouvelles dispositions organisationnelles pour la session 2026, le ministre de l'Éducation nationale a mis l'accent sur la nécessité de respecter les nouveaux horaires d'ouverture des centres d'examen, ceux-ci devront désormais ouvrir à partir de 7h15 du matin au lieu de 7h30 pour la matinée, et à 13h45 au lieu de 14h00 pour l'après-midi, et ce, afin de fluidifier davantage l'accueil des candidats et de leur permettre de rejoindre les salles d'examen dans les meilleures conditions. Il a donné des instructions pour assurer, au préalable, la disponibilité et le bon fonctionnement des caméras de surveillance ainsi que des équipements liés à la sécurisation de l'examen, et à renforcer la vigilance et le suivi rigoureux de l'ensemble des opérations liées à son déroulement. En prévision de cette session, la tutelle a envisagé le renforcement des dispositions organisationnelles, à travers l'élargissement du recours à la numérisation durant toutes les phases de l'examen, de l'enregistrement à l'annonce des résultats, et ce, tout en adoptant un protocole sécuritaire sévère impliquant les services compétents. Pour sa part, le ministère de l'Intérieur, des



Collectivités locales et des Transports, a assuré que toutes les dispositions organisationnelles, logistiques et humaines relatives au déroulement de cet examen ont été prises. Ces efforts interviennent en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à réunir les conditions nécessaires à la réussite de cette importante échéance éducative nationale. À cet égard, une série de réunions de coordination a été tenue et des visites de terrain ont été effectuées pour s'enquérir de l'état de préparation des centres d'examen, d'hébergement et de restauration, en sus de garantir la mise à disposition des moyens de transport et d'accompagnement nécessaires aux candidats, et pour de mobiliser les ressources humaines et matérielles requises au bon déroulement des examens. Le ministère a également souligné la mobilisation totale des différents secteurs, notamment les services de sécurité, afin d'assurer la sécurisation des centres d'examen et de leurs abords, ainsi que le maintien de la discipline et de la sérénité durant toute la période des épreuves. Par ailleurs, le suivi de terrain se poursuivra tout au long de la période des examens afin de garantir leur déroulement dans les meilleures conditions, et d'offrir aux candidats un environnement propice pour passer leurs épreuves. A cette occasion, le ministère a adressé ses vœux de réussite à l'ensemble des candidats, exprimant l'espoir que leurs efforts et leur persévérance soient couronnés de succès. De son côté, le ministère de la Jeunesse a mobilisé les maisons et auberges de jeunes à travers l'ensemble du territoire national au profit des candidats à l'examen du baccalauréat pour leur assurer des espaces propices à la révision, au repos et au soutien psychopédagogique. Le ministère précise que cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de son attachement à accompagner les efforts de l'Etat visant à assurer la réussite de l'examen du baccalauréat et à réunir les conditions appropriées permettant aux candidats de passer cette importante échéance nationale dans un climat empreint de calme et de sérénité, a pour objectif d'assurer des espaces propices à la révision, au repos et au soutien psychopédagogique. Cette démarche consiste à accueillir les candidats au niveau des établissements de jeunes situés à proximité des centres d'examen, afin de leur assurer des conditions favorables à la concentration et à une bonne préparation. Le ministère a fait état également de la mobilisation des diffé-

rentes structures d'hébergement relevant du secteur, notamment les maisons et camps de jeunes, en vue d'assurer, le cas échéant, l'accueil et l'hébergement des élèves candidats, la mise à disposition des moyens humains et matériels disponibles, ainsi que l'organisation d'activités d'accompagnement et de motivation supervisées par les cadres du secteur, les cellules d'écoute et les dispositifs de prévention sanitaire destinés aux jeunes. Dans ce cadre, le ministère de la Jeunesse invite l'ensemble des candidats à profiter de ces services gratuits mis à leur disposition durant toute la période des examens, leur souhaitant plein succès à l'examen du baccalauréat. Le ministère a tenu à saluer les efforts de l'Etat algérien et des différents secteurs concernés, qui veillent au bon déroulement de cet examen, dans un climat empreint de sécurité, de sérénité et de discipline. Dans la même optique, un dispositif national préventif, opérationnel et intégré, destiné à réunir les meilleures conditions de sécurité des épreuves de l'examen du baccalauréat a été mis en place par la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Ce dispositif a permis de mobiliser près de 8000 agents d'intervention de différents grades, appuyés par 588 ambulances et 292 engins anti-incendie. A cet effet, les services techniques de la Protection civile ont entrepris une série de visites de contrôle préventives aux annexes de wilayas, relevant de l'ONEC ainsi qu'aux établissements scolaires retenus pour accueillir les centres d'examens et de correction, afin de vérifier les conditions de sécurité, s'assurer de la disponibilité des moyens de prévention et de protection et le respect des normes de sécurité en vigueur. Le dispositif prévoit aussi la présence permanente et continue des agents de la Protection civile au niveau des centres d'examen ainsi que la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires. A ce titre, le Centre national d'impression des sujets du baccalauréat a bénéficié d'un dispositif de sécurisation, un mois avant le début des examens et sera maintenu jusqu'à la fin de l'opération. La même source relève que le dispositif assurera une couverture complète de l'ensemble des centres de correction concernés, alors que des cellules de veille et de suivi en temps réel des examens ont été installées au niveau des différentes dairas, en plus des postes de commandement qui seront activés au sein des unités principales de la Protection civile.

T. Benslimane

Avec une portée stratégique et d'envergure continentale Le TSGP suscite l'intérêt de la presse internationale

Le lancement des travaux du tronçon algérien du gazoduc transsaharien (TSGP) a suscité l'intérêt de médias internationaux qui ont mis en avant la portée stratégique de ce projet d'envergure continentale.

Ces médias sont largement revenus sur la cérémonie du coup d'envoi de la section algérienne organisée dans la région d'Aoulef (wilaya d'Adrar), et donné par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, du ministre d'Etat des Ressources pétrolières (Gaz) de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo, et du ministre du Pétrole de la République du Niger, Hamadou Tini, confirmant l'importance croissante du TSGP, considéré comme un projet structurant pour l'intégration énergétique africaine et pour la diversification des approvisionnements gaziers des marchés internationaux, notamment européens. Dans ce contexte, des médias italiens, notamment les agences de presse ANSA et agenzia Nova, ont accordé une large place à cet événement, mettant l'accent sur les aspects techniques du projet et les démarches engagées par les trois pays pour accélérer sa réalisation. A ce propos, l'agence Nova a relevé que le gazoduc transsaharien est l'un des projets énergétiques les plus ambitieux d'Afrique, soutenant que le TSGP va permettre d'acheminer, sur plus de 4000 km, du gaz vers l'Europe à travers les infrastructures méditerranéennes existantes, notamment en direction de l'Italie et de l'Espagne. Selon cette agence, l'infrastructure énergétique permettra aussi de renforcer la position de l'Algérie comme carrefour énergétique entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe, tout en consolidant la coopération stratégique du pays avec le Niger et le Nigeria. Sous le titre «l'Algérie lance la construction de son

tronçon du gazoduc transsaharien», l'agence de presse Chine Nouvelle a estimé que cette étape constitue une «avancée significative pour l'un des plus grands projets d'infrastructures énergétiques en Afrique». L'agence a également suivi les travaux de la 5^e réunion ministérielle du Comité de pilotage du projet, tenue à Alger mercredi dernier, avec la participation des responsables des trois pays partenaires (Algérie, Nigeria, Niger), tandis que l'agence Russe Sputnik a noté qu'avec le lancement du tronçon algérien, le TSGP Nigeria-Algérie «franchit une étape décisive». L'agence Bloomberg a souligné, pour sa part, l'importance du projet dans le renforcement de la sécurité énergétique de l'Europe grâce à une nouvelle source d'approvisionnement en gaz en provenance d'Afrique. Selon ce média, le lancement du tronçon algérien marque une avancée majeure pour l'un des projets énergétiques les plus ambitieux du continent, assurant que cette infrastructure contribuera à consolider le rôle de l'Algérie comme «plateforme énergétique régionale et principal corridor d'acheminement du gaz africain vers les marchés européens». L'agence de presse vietnamienne (VNA) a, quant à elle, présenté le TSGP comme l'un des projets et corridors les plus emblématiques de la stratégie énergétique africaine. Elle a relevé que cette infrastructure «revêt une importance stratégique non seulement pour les pays concernés, mais également pour l'ensemble du secteur énergétique du continent, dans un contexte marqué par une demande croissante en sources d'énergie diver-



sifiées». VNA a souligné également que le projet, inscrit dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), constitue «un levier de renforcement de l'intégration économique et infrastructurelle régionale». De son côté, l'agence turque Andalou a qualifié le TSGP de «projet énergétique majeur destiné à acheminer le gaz nigérian vers l'Europe à travers le Niger et l'Algérie». Reprenant les déclarations du ministre

d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, l'agence a relevé que cette infrastructure s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération africaine, promouvoir le développement économique et soutenir l'intégration énergétique du continent.

Moussa O.

Algérie-Tunisie Renforcement de la coopération dans le domaine des Télécommunications



La 4^e session de la Commission technique mixte algéro-tunisienne de coopération dans le domaine des Télécommunications s'est tenue du 3 au 5 juin à Tunis. La séance d'ouverture de cette session qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord bilatéral de coopération dans les domaines de la poste et des technologies de l'information et de la communication, a été coprésidée par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, et le ministre tunisien des Technologies de la communication Sofiane Hemissi, en présence des membres des délégations et des cadre et experts

des secteurs concernés des deux pays, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. Cette session «fait suite aux recommandations de la 23^e session de la Grande Commission mixte algéro-tunisienne et traduit la volonté commune des deux parties d'intensifier la coordination, de favoriser l'échange d'expertises et de soutenir les projets de coopération d'intérêt commun, notamment ceux liés au développement des régions frontalières et à la réduction de la fracture numérique». A cette occasion, Zerrouki a exprimé ses remerciements et sa gratitude à la partie tunisienne pour l'accueil cha-

leux, l'hospitalité et la bonne organisation, saluant «la profondeur des liens fraternels et historiques unissant l'Algérie et la Tunisie ainsi que le niveau privilégié atteint par les relations de coopération et de coordination entre les deux pays frères». «L'évolution continue et le nouvel élan que connaissent les relations bilatérales participent de la vision commune du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le président Kais Saïed, visant à hisser le partenariat algéro-tunisien à des perspectives plus larges d'intégration et de solidarité». Les travaux de cette session se sont articulés autour de cinq groupes de travail sectoriels consacrés aux infrastructures de télécommunications et aux technologies de l'information, à la gestion du spectre radioélectrique, à la coopération entre Algérie Poste et la Poste tunisienne, aux pôles technologiques, à l'entrepreneuriat, et au développement des perspectives de coopération bilatérale. Ils ont abouti à une série de recommandations et de projets opérationnels prioritaires, indique le communiqué, précisant qu'en termes d'infrastructures, les deux parties sont convenues de «développer et d'améliorer la liaison terrestre existante entre les deux pays, d'étudier la possibilité de réaliser un nouveau câble sous-marin commun en direction de l'Italie, d'examiner les mécanismes permettant l'instauration de tarifs préférentiels de Roamnig des communications mobiles, et de développer des solutions IoT fondées sur les satellites». En matière de spectre radioélectrique, les deux parties sont également convenues de «créer un grou-

pe de travail conjoint entre les organismes compétents afin de coordonner les réseaux de téléphonie mobile et de réduire les interférences radioélectriques dans les zones frontalières, tout en renforçant la coordination en prévision de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) en 2027». S'agissant de la coopération postale, il a été convenu de «lancer des programmes philatéliques communs visant à promouvoir le patrimoine historique, culturel et touristique des deux pays, de développer les infrastructures de transport et d'acheminement postal afin de soutenir le e-commerce, en sus de mettre en place un système d'échange électronique de données et un dispositif commun de transfert de fonds par voie postale». Dans le domaine des technopôles et de l'entrepreneuriat, les deux parties ont exprimé «leur volonté de concrétiser des initiatives pratiques portant notamment sur le jumelage institutionnel, le soutien aux startups, les programmes d'incubation et d'accélération, ainsi que le renforcement de la coopération dans la recherche, le développement, et l'innovation dans le cadre des programmes internationaux». M. Zerrouki a réitéré l'attachement de l'Algérie à poursuivre le soutien à la coopération bilatérale et à élargir ses domaines, à même de renforcer l'intégration entre les deux pays, et à ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses de partenariat au service des intérêts communs, et en réponse aux aspirations des deux peuples frères à davantage de développement et de prospérité.

N. I.

Environnement Généralisation progressive du projet pédagogique «l'Ecole durable» à l'ensemble des wilayas

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouthar Krikou, a annoncé, samedi dans la wilaya de Tipasa, où elle a présidé les célébrations officielles de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), la généralisation progressive du projet pédagogique environnemental «Ecole durable» à l'ensemble des établissements scolaires du pays. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement du projet pilote «Ecole durable» à l'école Chadid Ahmed Beloudja, dans la commune de Nador, en compagnie du wali, Mohamed Amine Benchaoula, la ministre a indiqué que ce projet sera «progressivement généralisé» à l'ensemble des wilayas. Sa mise en œuvre débutera dès la prochaine rentrée scolaire dans six wilayas. La Direction de la qualité de la vie au sein du ministère de tutelle œuvre à la concrétisation de ce projet en coordination avec plusieurs secteurs, dans le cadre des travaux d'une commission nationale chargée de la qualité de la vie. Celle-ci regroupe, notamment les secteurs de l'Education nationale, de l'Intérieur et des Energies renouvelables, ainsi que des représentants de la société civile et des start-up, dans le but de renforcer l'intégration de la dimension environnementale en milieu scolaire et de promouvoir une culture de protection de l'environnement auprès des élèves, a précisé Mme Krikou.

La ministre a ajouté que ce projet prévoit l'aménagement et l'équipement des établissements scolaires de divers dispositifs écologiques, tels que des serres, du matériel de jardinage pédagogique, des systèmes de récupération des eaux de pluie et des espaces de tri sélectif destinés au recyclage des déchets. L'objectif est d'encourager les jeunes générations à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, a-t-elle dit. A cette occasion, Mme Krikou a annoncé la dotation de 45 établissements scolaires de la wilaya de Tipasa en équipements pédagogiques et environnementaux spécialisés, dans le cadre du renforcement des clubs environnementaux scolaires. Elle a souligné que la wilaya de Tipasa est «une région magnifique dotée d'une nature exceptionnelle qu'il convient de préserver». Par ailleurs, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à réhabiliter les zones affectées par les incendies, la ministre s'est rendue dans la forêt de Taourira, dans la commune de Hadjet Ennous, touchée par les incendies de l'année dernière. Elle y a pris connaissance des résultats des analyses d'échantillons de sols dégradés par les incendies, réalisées par l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable, placé sous la tutelle du ministère, dans le cadre d'un ensemble de mesures scientifiques destinées à la réhabilitation des

zones sinistrées. Selon la ministre, cette démarche consiste à introduire de nouvelles espèces végétales afin de renforcer l'écosystème forestier, de favoriser sa régénération et de réduire les effets des incendies. Cette opération est menée en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, à travers la Conservation des forêts. Mme Krikou a ensuite visité une exposition environnementale organisée à la plage centrale de Hadjet Ennous, réunissant de jeunes porteurs de projets innovants dans le domaine de l'environnement, des start-up activant dans les secteurs de l'économie verte, du recyclage et de la valorisation des déchets, ainsi que des associations environnementales et des artisans spécialisées dans la réutilisation et la transformation de matériaux usagés en produits à valeur ajoutée. L'exposition comprenait également des ateliers de sensibilisation et d'éducation destinés aux enfants, mettant en avant l'importance de l'éducation environnementale dans l'ancrage des valeurs de préservation du cadre de vie et la promotion de comportements responsables auprès des jeunes générations. Elle a aussi permis de mettre en lumière la richesse de la biodiversité marine dont regorge la région.

Mounir A.

Les enjeux énergétiques et géostratégiques du gazoduc Nigeria - Europe

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités



Le gazoduc reliant le Nigéria à l'Europe est d'une capacité entre 30 et 33 milliards de mètres cubes gazeux, le Nigeria étant le premier réservoir de gaz en Afrique 5900 milliards de mètres cubes gazeux suivi du Mozambique 5000 milliards de mètres cubes gazeux.

Comme le démontre une importante étude de l'IRIS, il est l'objet d'enjeux géostratégiques importants pour la région, notamment de la rivalité entre l'Algérie et le Maroc pour la réalisation de ce projet car l'énergie, autant que l'eau, est au cœur de la souveraineté des États et de leurs politiques de sécurité, les nouvelles dynamiques économiques modifiant les rapports de force et affectant également les recompositions politiques à l'intérieur des États comme à l'échelle des espaces régionaux.

Concernant l'Algérie, la 5^e réunion ministérielle du Comité de pilotage du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) d'une capacité de 30 milliards de mètres cubes gaz en vitesse de croisière, traverse trois pays le Nigeria, le Niger et l'Algérie. Une réunion a eu lieu à Alger le 3 juin en cours ayant rassemblé le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, le ministre d'État nigérien des Ressources pétrolières chargé du Gaz, ainsi que le ministre nigérien du Pétrole, le PDG de Sonatrach, les responsables de la compagnie nigérienne NNPC et de la société nigérienne Sonidep, ayant pris part aux travaux, aux côtés d'experts des trois pays. Il a été adopté le rapport final de l'étude de faisabilité réalisée par le bureau d'études PENSPEN, cette adoption du rapport final, selon un communiqué du ministère algérien des Hydrocarbures devant permettre de passer aux prochaines phases de mise en œuvre, à travers le lancement des études d'ingénierie détaillées, ainsi que l'achèvement des différentes dispositions techniques, financières et institutionnelles nécessaires, l'Algérie ayant annoncé le lancement des travaux de réalisation du tronçon algérien. Concernant le gazoduc passant par l'Algérie, le projet TSGP- sa longueur est de 4128 km, dont 1037 km en territoire nigérien, 841 km au Niger (aucune réalisation à ce jour, le Niger n'ayant pas de financement comptant sur l'Algérie) et 2310 km en Algérie. Il reste à réaliser 100 km au Nigeria, la totalité du tracé au Niger ainsi que 700 km en Algérie, soit un total de 1 641 km. En 2020, une étude de l'Institut français des relations internationales (IFRI) à évalué ce projet entre 18-20 milliards de dollars, tandis que d'autres sources avancent à un montant moindre, entre 14 et 15 milliards de dollars pour une durée n'excédant pas 5 ans.

Concernant le gazoduc Nigeria-Maroc (ou gazoduc Afrique Atlantique) le mémorandum d'entente (MoU) a été signé le 15 septembre 2022 à Rabat. paraphé entre l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC) qui vise à transporter le gaz nigérien, une moitié dédiée aux pays d'Afrique de l'Ouest et au Maroc, et l'autre moitié acheminée vers l'Europe. Il longera la côte ouest-africaine prévu initialement à 5660 km, mais, selon les dernières études devant s'étendra sur près de 6900 km le long de la côte ouest-africaine, en



combinant des segments terrestres (onshore) et maritimes (offshore) pour relier le Nigeria au Maroc. Il traversera 13 pays de la façade atlantique africaine, à savoir la Gambie, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Mauritanie et le Sahara occidental. Son délai de réalisation est estimé à 8/10 ans, pour un coût d'environ 25 milliards de dollars. Selon la directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) le chantier en accord avec le gouvernement du Nigeria est encadré par des accords multilatéraux signés avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) où la signature le dernier trimestre 2026 de l'Accord Intergouvernemental (IGA) devrait structurer le consortium et lancer les travaux de ce corridor gazier avec l'appui de consortiums financiers internationaux dans le cadre d'une joint-venture entre l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et la Nigerian National Petroleum Company (NNPC).

3.-Cependant, la rentabilité du projet Nigeria-Europe repose sur cinq conditions que ce soit pour l'Algérie ou le Maroc :

Premièrement : la concurrence internationale influe sur la rentabilité de ce projet, notamment à travers le développement des GNL (marché spot) qui concurrence les canalisations, marquées par des contrats à moyen et long terme, les récents accord Europe USA pour l'approvisionnement en gaz de schiste pour 250 milliards de dollars par an, en cas de résolution du conflit avec l'Ukraine du retour du gaz russe, premier réservoir mondial plus de 35 000 milliards de mètres cubes gazeux, avec des coûts bas où la capacité du South Stream de 63 milliards de mètres cubes gazeux, du North Stream1 de 55 et du North Stream2 de 55 milliards de mètres cubes gazeux, le retour de l'Iran en cas

d'accord du récent conflit 2^e réservoir mondial 32 000 milliards de mètres cubes gazeux devant le Qatar 20 000 milliards de mètres cubes gazeux, sans compter le plus grand concurrent de l'Algérie et du Maroc, la Libye premier réservoir de pétrole de l'Afrique 44 milliards de barils et plus de 1500 milliards de mètres cubes gazeux exploité à peine à 10%, proche de l'Europe et pour une population ne dépassant pas 7 millions d'habitants, expliquant sa déstabilisation du fait de convoitises étrangères, le Mozambique, plus de 5000 milliards de mètres cubes gazeux de réserve, misant sur les exportations massives de GNL, et la mise en exploitation récente de l'important gisement Mauritanie /Sénégal à l'Île de la Tortue. Et l'on devra prendre en compte l'émergence de nouveaux pays africains, les réserves prouvées de gaz naturel en Afrique, selon des estimations variant entre 15 000/20 000 milliards de mètres cubes, représentant entre 8/10% des réserves mondiales estimées à 188 000 milliards de mètres cubes gazeux positionnant le continent parmi les acteurs clés de la carte énergétique mondiale.

Deuxièmement : lié au facteur précédent, aussi, outre, les impacts de l'efficacité énergétique, analyser l'évolution du marché international des différentes sources d'énergie ; l'énergie substituables au gaz et une étude sérieuse de faisabilité pour la détermination du seuil de rentabilité avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet.

Troisièmement : la sécurité constitue un enjeu majeur, le projet traversant plusieurs zones instables, particulièrement pour le tracé passant soit par l'Algérie ou le Maroc. Ces zones peuvent compromettre la fiabilité du projet en raison de la présence de groupes armés susceptibles de perturber la fourniture et l'approvisionnement en gaz. Il sera donc nécessaire d'impliquer les États traversés dans des négociations

pour l'octroi du droit de passage (paiement de royalties) et d'évaluer les risques économiques, politiques, juridiques et sécuritaires.

Quatrièmement : la mobilisation du savoir-faire et du financement pose problème, notamment en raison de la situation économique de bon nombre de pays, lourdement endettés. Il serait donc nécessaire d'impliquer d'éventuels groupes internationaux dans le financement du projet.

Cinquièmement : il sera indispensable d'associer un partenaire européen, principal client du gazoduc. Sans son accord, il sera difficile de rentabiliser ce projet et devant tenir compte de la politique énergétique européenne qui mise sur la transition énergétique pour couvrir ses besoins à 50% entre 2030/2035. Car actuellement, nous, nous assistons à une ambiguïté du Nigeria vis-à-vis de ce projet, qui doit éclaircir définitivement sa position et choisir soit l'Algérie, soit le Maroc, ayant signé plusieurs mémorandums, en rappelant qu'un mémorandum n'est pas un contrat définitif, tant avec le Maroc qu'avec l'Algérie, mais en n'oubliant jamais que le principal client c'est l'Europe qui n'a pris, pour l'instant aucun engagement à travers la commission européenne, la seule habilitée.

En conclusion le projet du gazoduc pour des questions de rentabilité est plus avantageux pour l'Algérie, mais l'avenir du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie ou via le Maroc ou les deux à la fois relève certes de facteurs économiques, du coût, du prix futur du gaz, des concurrents les canalisations étant un marché segmenté, du mix énergétique dont le poids du GNL beaucoup plus flexible et de la transition énergétique, mais également d'importants enjeux géostratégiques.

A. M.

Campagne d'irrigation 2026

340 millions mètres cubes d'eau mobilisés pour 238 000 hectares

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a donné, vendredi soir, depuis la wilaya de Relizane, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale d'irrigation agricole pour la saison 2026.

Cette opération, lancée depuis le barrage de Sâada, dans la commune de Sidi M'Hamed-Benali, en présence du wali de Relizane, Kamel Berkane, vise à soutenir l'activité agricole à travers le pays en assurant l'alimentation en eau des périmètres irrigués. Selon les données présentées à cette occasion, la campagne permettra l'irrigation de près de 238 000 hectares répartis dans plusieurs wilayas. Le volume global d'eau mobilisé dépasse 340 millions de mètres cubes, destinés aux différents périmètres agricoles du pays. Le directeur général de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID), Nasreddine Rekrouki, a précisé que la wilaya de Relizane bénéficiera à elle seule de 37 millions m³ d'eau. Cette dotation est répartie entre 17 millions m³ provenant du barrage de Sâada et vingt millions de mètres cubes issus du barrage de Gargar, situé dans la commune d'Oued Rhiou. Lors d'une présentation consacrée à la situation hydraulique de la wilaya et aux réserves disponibles, le ministre a insisté sur l'importance de garantir un approvisionnement régulier en eau, aussi bien pour la consommation des citoyens que pour les besoins de l'irrigation agricole. Il a souligné que l'accompagnement du monde agricole demeure une priorité afin d'améliorer les rendements, de renforcer la production nationale et de consolider la sécurité alimentaire du pays. Lounès Bouzegza a également indiqué que les infrastructures hydrauliques et les barrages du pays affichent actuellement des niveaux de remplissage satisfaisants grâce aux précipitations enregistrées au cours de la saison. Une situation qui, selon lui, permettra de répondre aux différents besoins en eau dans de bonnes conditions. Le ministre a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité d'une gestion rationnelle de la ressource hydrique. Il a appelé à une exploitation optimale des volumes disponibles, à leur préservation et à la maîtrise de leur consommation afin d'assurer un équilibre durable entre les différents usages et une répartition équitable de l'eau à travers l'ensemble du territoire national. Abordant la question de l'alimentation en eau potable, Bouzegza a affirmé que son département poursuit l'inscription progressive d'opérations de développement destinées à améliorer le service public de l'eau, selon les besoins et les priorités propres à chaque wilaya. Dans ce cadre, il a annoncé qu'un programme spécial pour la saison estivale est actuellement à l'étude en coordination avec le ministère des Finances. Au cours de sa visite de travail dans la wilaya de Relizane, le ministre a également pris connaissance de la situation du secteur de l'Hydraulique à travers un exposé détaillé présenté par les responsables locaux. Il a inspecté plusieurs projets structurants relevant de son département, notamment le projet du collecteur principal d'assainissement de la nouvelle ville de Benadda-Benaouda, à Bermadia. La visite a également permis d'évaluer l'état d'avance-



ment du projet de réalisation d'une station de pompage dans la zone de Hraïzia, commune d'Oued Djemâa. Cette infrastructure, alimentée à partir du système de transfert MAO, disposera d'une capacité de production de 20 000 mètres cubes par jour et contribuera à l'amélioration de l'alimentation en eau de la région. À l'issue de son déplacement, le ministre s'est déclaré satisfait de la situation générale du secteur de l'Hydraulique dans la wilaya ainsi que des résultats enregistrés dans plusieurs domaines. Il a néanmoins souligné la nécessité de poursuivre les efforts pour remédier aux perturbations

qui affectent encore certaines zones en matière d'alimentation en eau potable. Enfin, Lounès Bouzegza a insisté sur l'impératif de garantir l'équilibre dans la répartition des ressources hydriques et l'équité dans l'accès à l'eau pour l'ensemble des citoyens. Il a appelé à accélérer la modernisation des systèmes de gestion du secteur, à renforcer le recours aux technologies modernes et à la numérisation afin d'améliorer les performances des services hydrauliques et de consolider l'efficacité du service public de l'eau.

Amel Driss

Diaspora et développement économique

Chaïb mobilise les compétences algériennes du Royaume-Uni

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a entamé, vendredi une visite de travail au Royaume-Uni, marquée par une rencontre avec des compétences algériennes établies dans ce pays et activant dans plusieurs secteurs stratégiques. Dès le début de son déplacement, M. Chaïb a réuni au siège de l'ambassade d'Algérie à Londres une élite de cadres, chercheurs, universitaires, entrepreneurs et experts algériens exerçant dans les domaines scientifique, académique, économique et technologique. Cette rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Royaume-Uni ainsi que du consul général. À cette occasion, le secrétaire d'État a réaffirmé l'importance accordée par les hautes autorités du pays aux compétences nationales établies à l'étranger, considérées comme un capital stratégique et un partenaire essentiel dans l'accompagnement des efforts de développement engagés par l'Algérie. Il a souligné que l'expertise, les connaissances académiques et les expériences professionnelles acquises par les membres de la diaspora constituent un atout majeur susceptible de contribuer efficacement aux différents chantiers de développement prioritaires lancés à l'échelle nationale. Les échanges ont également porté sur les mécanismes permettant de

renforcer les liens entre l'Algérie et ses compétences établies à l'étranger, ainsi que sur les moyens de développer les canaux de communication et de coopération afin de favoriser leur implication dans la dynamique économique et de modernisation que connaît le pays. Cette rencontre a permis d'examiner plusieurs pistes visant à mieux valoriser les ressources humaines nationales, où qu'elles se trouvent, et à encourager leur contribution aux projets de développement dans divers secteurs à forte valeur ajoutée. De leur côté, les participants ont salué l'organisation de cette rencontre interactive et ont exprimé leur satisfaction quant à l'intérêt croissant accordé par l'État algérien à sa communauté de compétences à l'étranger. Ils ont également réaffirmé leur entière disponibilité à participer aux initiatives destinées à promouvoir l'image de l'Algérie, à renforcer son rayonnement international et à mettre leurs expertises au service des priorités économiques, scientifiques et technologiques du pays. À travers cette visite, les autorités entendent consolider davantage les passerelles entre l'Algérie et sa diaspora qualifiée, dans une démarche visant à faire des compétences nationales établies à l'étranger un levier supplémentaire de croissance, d'innovation et de développement.

Sonia Stambouli

Régulation du marché des semences

Un nouveau catalogue pour encadrer la filière agricole

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a procédé à l'actualisation du catalogue officiel des espèces et variétés de semences et plants autorisées à la production et à la commercialisation en Algérie. Le nouvel arrêté, publié dans le dernier numéro du Journal officiel, marque une étape importante dans l'organisation et l'encadrement de la filière semencière nationale. Signé le 25 janvier dernier par le ministre de l'Agriculture, ce texte remplace l'ensemble des arrêtés adoptés entre 2011 et 2018 dans ce domaine et met à jour la liste des variétés homologuées pouvant être utilisées dans les activités de production, de multiplication, d'importation, d'exportation et de commercialisation. Concernant les céréales, le nouveau catalogue recense dans sa liste A 85 variétés de blé dur, 56 variétés de blé tendre, 40 variétés d'orge, 25 variétés de triticale et 14 variétés d'avoine. La liste B comprend, quant à elle, 6 variétés de blé dur, 10 variétés de blé tendre, 7 variétés d'orge, 7 variétés de triticale et 2 variétés d'avoine. Pour la filière de la pomme de terre, le catalogue distingue les variétés selon leur morphologie. La liste A compte 74 variétés de forme oblongue allongée et 128 variétés d'autres formes. La liste B comprend, de son côté, 13 variétés de forme oblongue allongée et 61 variétés appartenant à d'autres catégories. Le document intègre également plusieurs variétés de porte-greffes destinées aux espèces arboricoles. Sont notamment concernés le pommier, le poirier, le pêcher, le cerisier ainsi que les agrumes. Des cépages de vigne de table figurent également parmi les variétés homologuées. L'arrêté rappelle que seules les espèces et variétés officiellement inscrites au catalogue national sont autorisées à être produites, multipliées, importées, exportées, distribuées ou commercialisées sur le territoire national. Cette disposition vise à garantir la conformité des semences et plants mis sur le marché et à assurer le respect des normes en vigueur dans le secteur agricole. Le texte précise également que toute opération d'inscription ou de radiation d'une variété devra obligatoirement faire l'objet d'un nouvel arrêté ministériel. Cette procédure permet de maintenir un suivi régulier du catalogue officiel et d'adapter son contenu à l'évolution des besoins de la production agricole nationale. À travers cette actualisation, les pouvoirs publics entendent renforcer la traçabilité des semences et plants, améliorer l'encadrement technique de la filière et soutenir les objectifs de développement agricole, de sécurité alimentaire et de valorisation de la production nationale.

Selma Dey

Formation professionnelle et métiers d'avenir

L'Algérie renforce ses partenariats au TechSkills Forum

L'Algérie prend part à la première édition du Forum de l'enseignement technique et professionnel des pays méditerranéens (TechSkills Forum), qui se tient au Caire, en Égypte, avec l'ambition de renforcer la modernisation de son système de formation professionnelle et de développer de nouveaux partenariats régionaux et internationaux. La délégation algérienne est conduite par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, qui participe à cette rencontre à l'invitation du ministre égyptien de l'Éducation et de l'Enseignement technique, Mohamed Abdel Latif, et du ministre italien de l'Éducation et du Mérite, Giuseppe Valditaro. Organisé dans le cadre d'un partenariat égypto-italien, le forum réunit des ministres, des responsables gouvernementaux, des représentants d'organisations internationales, des acteurs économiques ainsi que des organismes spécialisés dans l'enseignement et la formation profes-

sionnels. Les participants examinent les défis et les opportunités liés aux profondes mutations que connaissent les économies mondiales, notamment dans les domaines de la numérisation, de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et de la transition technologique. Pour l'Algérie, cette participation s'inscrit dans une vision visant à promouvoir le système national de formation et d'enseignement professionnels, à s'ouvrir davantage aux expériences internationales et à renforcer les passerelles de coopération avec les partenaires du bassin méditerranéen. Le forum constitue également un espace d'échange autour des meilleures pratiques et des expériences réussies en matière de développement des compétences. Les discussions portent notamment sur l'adaptation des systèmes de formation aux exigences du marché du travail, l'anticipation des métiers de demain et le renforcement de l'employabilité des jeunes dans un contexte économique en

constante évolution. En marge des travaux, Mme Arhab s'est entretenue avec son homologue égyptien, Mohamed Abdel Latif. Les deux responsables ont examiné les perspectives de coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. À cette occasion, la ministre a réaffirmé l'attachement de l'Algérie au renforcement des relations de coopération avec l'Égypte à travers l'échange d'expertises, le partage des expériences réussies et le développement de mécanismes de travail communs susceptibles d'accompagner la modernisation du secteur et de soutenir le développement socioéconomique. De son côté, le ministre égyptien a présenté les réformes engagées dans son pays, notamment la modernisation des programmes de formation selon l'approche par compétences et l'élargissement du modèle des écoles technologiques appliquées en partenariat avec le secteur privé. Ces initiatives visent à assurer

une formation de qualité répondant directement aux besoins du marché du travail. Les deux parties ont également passé en revue plusieurs opportunités de partenariat portant sur l'adaptation des programmes de formation aux nouvelles exigences économiques et technologiques. Elles ont souligné l'importance de préparer des compétences qualifiées capables d'accompagner les transformations numériques et industrielles en cours. Les responsables algériens et égyptiens ont enfin insisté sur la nécessité de poursuivre la concertation et la coordination entre les deux pays, tout en intensifiant les échanges d'expertises et de bonnes pratiques. L'objectif est de renforcer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, considérés comme des leviers essentiels pour le développement durable et pour la construction d'une économie fondée sur le savoir, l'innovation et la compétence.

Sarah Cheriet

Université de Bouira

Journée d'étude sur les systèmes aéronefs sans pilotes

L'institut de technologie de l'Université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira a organisé une journée d'étude technique sur le thème des systèmes d'aéronefs sans pilote, cette journée d'étude a connu la participation de chercheurs, experts, docteurs universitaires, sous l'égide du Centre national de la recherche et de la technologie industrielle (CNRT) et en présence des étudiants de la faculté des sciences technologiques de l'Université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira, le Pr Badji Riad directeur général du centre de recherche industrielle présent à cette journée d'étude nous déclare : «Ce genre de technologie des systèmes d'aéronefs sans pilote apporte une protection sûre à l'économie nationale par l'extension de l'agriculture, l'agriculture de pointe, la surveillance des grands sites industriels et le patrimoine forestier des risques majeurs». En première plénière le Dr Ahmed Kechida du CNRT, axera son intervention sur les enjeux scientifiques, industriels et stratégiques dans les systèmes d'aéronefs sans pilote, lui succédera un autre conférencier pour définir l'application, la classification, les technologies et l'organisation de la chaîne de soutien technique et logistique des systèmes d'aéronefs sans pilote à bord, orientés vers les missions civiles. De son côté le Dr Toufik Zitouni interviendra : «Les matériaux composites au cœur de la révolution des drones», pour lesquels, il obligera l'innovation, la performance et les applications industrielles, par la suite un canevas master professionnel sur le thème : «Autonomous Aerial Systems : Dynamics, Control and Intelligence» a été présenté par le Dr Billel Naceri de l'Institut de technologie de l'université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira. En marge de cette journée d'étude sur les systèmes d'aéronefs sans pilote, un accord de coopération a été signé entre le centre de recherche et de la technologie industrielle d'Alger et l'Université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira visant à consolider et à renforcer la coopération scientifique et technologique dans les systèmes autonomes afin de contribuer à l'utilisation de ces technologies au service de l'économie algérienne.

Taïb Hocine



Tipasa

Plus de 1300 participants à la troisième édition du camping national en pleine nature

Plus de 1300 participants, amateurs de la nature et de l'aventure, représentant neuf wilayas, prennent part aux activités de la troisième édition du camping national en pleine nature lancée, vendredi à Tipasa à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée chaque année le 5 juin. Organisée par l'Association des activités de plein air pour les loisirs et les échanges entre jeunes, cette édition se déroule dans la forêt de «Si Ouramdane» à Sidi Ghiles, à l'ouest de Tipasa, sous le slogan : «Un été sans risques». Des familles, des jeunes amateurs de la découverte de la nature, ainsi

que des associations culturelles, sportives et de jeunesse ont enregistré une forte participation aux activités de cette nouvelle édition qui propose un programme riche et varié s'étalant sur trois jours. Le camping national en pleine nature a pour objectif de protéger les forêts contre les incendies, sensibiliser sur les dangers du camping sauvage, outre, la prévention et la sécurité routière et la prévention des dangers de la baignade dans les plages non surveillées et dans les plans d'eau. Le programme du camping comprend des actions de sensibilisation et d'information qui seront menées par des équipes de

la Conservation des forêts de la wilaya de Tipasa, ainsi que par des équipes des services de la Protection civile. Il convient de noter que l'événement enregistre une forte participation de cyclistes, dont le nombre dépasse les 400 cette année. Outre, les activités de sensibilisation et d'éducation, le programme de la troisième édition du camping national en pleine nature comprend des circuits de découverte et d'aventure en forêt sur des parcours pouvant atteindre quatorze kilomètres, ainsi que l'organisation de soirées artistiques et de sorties touristiques.

Mounir A.

Tizi-Ouzou

La CNR se rapproche des retraités

La Caisse nationale des retraites (CNR) de Tizi-Ouzou a lancé une campagne d'information destinée à promouvoir le service numérique de preuve de vie via l'application mobile «Takaoudi». Cette campagne qui sillonnera 14 communes de la wilaya s'inscrit dans la stratégie de modernisation des services publics et de renforcement de la transformation numérique engagée par la CNR, a fait savoir hier le directeur de la CNR de Tizi-Ouzou, Bouhena Abdelhakim, lors d'une cérémonie de présentation de ce nouveau service numérique. Basée sur la technologie de reconnaissance faciale (RFace), cette nouvelle fonctionnalité permet aux bénéficiaires de pensions de retraite d'effectuer à distance la procédure de preuve de vie de manière rapide et sécurisée, tout en garantissant la protection des données personnelles, a expliqué la chargée de communication de l'agence, Kedache Zahia, lors de sa présentation de cette application innovante. Cette dernière met à la disposition des retraités et des ayants droit un ensemble de prestations numériques destinées à simplifier leurs démarches administratives et à améliorer la qualité de la prise en charge de leurs préoccupations, a-t-elle ajoutée, assurant les retraités ne maîtrisant pas les nouvelles technologies de communication qu'ils peuvent se faire aider par des tiers, tels que leurs

enfants, neveux et autres. Des assistants sociaux ont été mobilisés pour effectuer des actions de proximité et fournir des explications pratiques sur l'utilisation de l'application dans le cadre de cette campagne de vulgarisation numérique dont l'objectif est de rapprocher davantage les services numériques des citoyens, de promouvoir l'utilisation de la preuve de vie numérique et de présenter, à travers des démonstrations pratiques, les différentes fonctionnalités offertes par l'application «Takaoudi». En plus de cette caravane et le centre d'appels, joignable au N° 3011, a aussi été mis à la disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes d'information, la CNR de Tizi-Ouzou compte également 11 centres d'accueil et d'orientation qui jouent un rôle important dans l'orientation et l'accompagnement des retraités. Dans ce cadre, la CNR a déployé ces dernières années plusieurs dispositifs d'assistance au profit des personnes âgées et les personnes à besoins spécifiques, dont des espaces numériques équipés de codes QR permettant le téléchargement de l'application aménagés au niveau des agences, où un accompagnement personnalisé est assuré pour faciliter sa prise en charge.

K. T.

Béjaïa

19 080 candidats au Bac 2026

Dix-neuf mille quatre-vingts candidats au Bac 2026 à Béjaïa débiteront les épreuves décisives dimanche dans les 66 centres d'examen. Dans la wilaya de Béjaïa, 19 080 candidats des deux sexes se dirigeront dès dimanche vers les 66 établissements qui les accueilleront pour passer les épreuves de l'examen du baccalauréat. Cet effectif se compose de 13 127 élèves scolarisés, 5953 candidats libres et 202 candidats issus des centres de rééducation, tandis que 39 autres candidats bénéficiant d'une prise en charge adaptée (parmi lesquels 5 handicapés visuels et 6 handicapés moteurs). L'an dernier c'est un effectif de 13 042 candidats qui ont passé les épreuves du bac et 7760 d'entre eux, soit un taux de 59,5%, ont décroché le fameux sésame qui leur permet de poursuivre des études dans le cycle universi-

taire. Toujours, selon les statistiques de la direction de l'Éducation de la wilaya de Béjaïa, le nombre d'enseignants mobilisés pour la surveillance des salles d'examens sont au nombre de 5350, tandis que 1532 autres cadres s'occuperont des missions annexes, parmi lesquels on compte 66 psychologues et autant d'observateurs. Trois surveillants sont affectés dans chaque salle d'examen pour les candidats réguliers tandis que les salles des candidats libres comptent quatre surveillants programmés. Chaque établissement comptera également 14 surveillants en réserve. Concernant la restauration, celle-ci est garantie pour tous les candidats au niveau de tous les établissements, sachant que le menu est arrêté avec la contribution des services de santé, du commerce et de l'agriculture.

Il est ainsi prévu de servir 25 447 repas quotidiennement sur la période des cinq jours d'épreuves. Relativement au transport, 100 véhicules sont mobilisés pour transporter les sujets d'examens et les copies des candidats, et 492 autobus pour le déplacement des candidats et du personnel d'encadrement. Les APC, à l'instar de la commune d'Akfadou, ont déjà informé les candidats de la mise à leur disposition d'un service de transport vers les centres d'examen, selon un programme défini affiché et posté sur les réseaux sociaux. Pour le volet sécuritaire et sanitaire, c'est le même dispositif arrêté pour l'examen du BEM qui est reconduit, avec la mobilisation de 149 agents de la Sûreté nationale, 144 agents de la Protection civile et 72 agents pour la couverture sanitaire.

Saïd H.

Blida

Remise de 15 autorisations pour la collecte des déchets recyclables

La direction de l'Environnement de la wilaya de Blida a remis 15 autorisations pour la collecte des déchets recyclables, permettant à leurs bénéficiaires d'exercer leur activité dans un cadre légal, dans le but de réglementer ce secteur qui attire fortement les jeunes. Le directeur de l'Environnement, Ouahid Tchachi, a indiqué à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin) que dans le cadre des mesures visant à encourager l'économie verte et l'investissement dans le domaine du recyclage des déchets, sa direction a délivré 15 autorisations de collecte des déchets recyclables, et prévoit d'en délivrer 37 autres dans les prochains jours afin de régulariser la situation de ceux qui activent illégalement dans ce créneau et de mieux encadrer l'activité de recyclage et de valorisation des déchets. Le même responsable s'est réjoui, à l'occasion, de la réactivité des acteurs de ce secteur, notamment parmi les jeunes, face aux campagnes de sensibilisation organisées par la direction pour les informer des conditions d'obtention de l'autorisation qui leur permet d'exercer leur activité dans un cadre légal et de bénéficier des facilités accordées par l'Etat. M. Tchachi a expliqué que les personnes souhaitant obtenir la dite autorisation doivent conclure des accords avec des entreprises spécialisées dans la collecte et le recyclage des déchets, stipulant que ces dernières se chargent du traitement de tous les types de déchets collectés, notamment les déchets organiques qui représentent la plus grande part, ainsi que le plastique et les résidus de papier et de carton. A l'occasion, il a relevé que Blida figure parmi les wilayas pionnières en matière de récupération et de recyclage des déchets, avec actuellement 156 entreprises actives dans ce domaine, un nombre qui devrait augmenter compte tenu de l'intérêt manifesté par les opérateurs économiques ainsi que par les propriétaires de micro-entreprises pour investir dans la récupération et le recyclage, a estimé le directeur.

Batna : (commune de Hidoussa) Efforts de consolidation des acquis et de renforcement de la dynamique de développement

Les autorités de la wilaya de Batna s'emploient à consolider les acquis et à renforcer la dynamique de développement de la commune de Hidoussa, située à proximité des forêts du Parc national de Belezma, et qui se singularise par un relief montagneux, d'une part, et par une vocation arboricole fruitière où le pommier tient une place de premier plan, d'autre part.

Selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Hidoussa, Tayeb Kebbab, les efforts des pouvoirs publics sont, notamment axés sur l'ouverture de pistes forestières et chemins agricoles afin de faciliter l'accès des arboriculteurs à leurs vergers et leur permettre de transporter et de commercialiser leurs récoltes. La commune bénéficiera, cette année, d'un projet sectoriel portant sur l'ouverture, dès l'achèvement de procédures administratives d'usage, de huit kilomètres de chemins dont un kilomètre entre la route nationale N°77 et la zone agricole de Neffa, ainsi que sur l'ouverture d'une piste forestière de sept kilomètres sur le Djebel Sour relevant de la Conservation des forêts. Selon M. Kebbab, un projet de quatre kilomètres de pistes sera bientôt réceptionné pour s'ajouter aux quatre kilomètres déjà ouverts en 2025. Le président de l'APC a également fait savoir que la commune de Hidoussa a bénéficié en 2026, au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, et du programme d'appui au développement économique et social des communes, d'un montant de 72 millions de dinars algériens destiné au financement de plusieurs opérations, notamment la réalisation et la réhabilitation de plusieurs routes dans les zones agricoles d'Inzaren, de Boulimane et de Beni Makhoulouf, afin de les désenclaver et de faciliter l'accès des agriculteurs à leurs vergers. Il a également fait état de la réalisation de travaux d'aménagement urbain à Neffa-centre qui abrite le siège de l'APC et de la réalisation d'un forage profond pour renforcer l'alimentation des habitants en eau potable. S'agissant du soutien à l'activité agricole, M. Kebbab a indiqué qu'au cours des années 2025 et 2026, pas moins de 25 forages ont été raccordés au réseau de l'électrification agricole dans la commune de Hidoussa, tandis que les agriculteurs ont bénéficié d'un soutien direct de la Direction des Services agricoles (DSA) pour la réalisation d'une quarantaine de bassins agricoles revêtus de géomembranes destinés à l'irrigation agricole, ainsi que pour le forage de trois puits. La commune de Hidoussa dispose de plusieurs équipements essentiels, dont trois salles de soins, deux bureaux de poste, une bibliothèque publique, une salle polyvalente, deux terrains de sport de proximité, d'une annexe de centre de formation professionnelle, de deux écoles primaires et d'un collège d'enseignement moyen (CEM). De plus, en matière de transport scolaire, 130 élèves du cycle secondaire



sont transportés quotidiennement à bord de bus loués par la commune vers la ville de Merouana pour poursuivre leurs études au lycée. Par ailleurs, les agriculteurs de cette région, qui dispose de terres fertiles dans la plaine de Tafrent, souhaitent, dans un contexte de dynamique de développement de l'agriculture, étendre leurs activités agricoles et pouvoir disposer d'un marché qui leur permettrait d'exposer leurs produits saisonniers, réputés, tandis que les jeunes de Hidoussa s'efforcent de promouvoir les attraits de cette région, devenue ces dernières années un pôle pomicole par excellence, pour en faire un haut lieu touristique. En matière de tourisme,

justement, les amoureux de la nature affluent en grand nombre vers la commune pour découvrir la biodiversité du Parc national de Belezma tout proche, et ses sites touristiques, tels que les moulins à eau, ainsi que certains lieux historiques qui ont servi de bastion aux moudjahidine durant la glorieuse Révolution nationale, ou qui furent le théâtre de plusieurs batailles, dont celles de Djebel Sour et de Tichaou Sour, ou d'exactions de l'armée coloniale à l'image du massacre de Ghar Benkermiche qui a coûté la vie à près de 60 civils sans défense, victimes de gaz toxiques dans la soirée du 6 avril 1959.

Idir Aouaghlis

M'sila Les infrastructures du secteur de la Jeunesse et des Sports mises à la disposition des candidats au baccalauréat

La Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de M'sila a mis en place un programme spécial pour accompagner les candidats au baccalauréat (session de juin 2026) en mettant à leur disposition plusieurs installations du secteur. Le DJS, Nacer Fadli, a indiqué, dans ce contexte, dans une déclaration que les services du secteur ont mis à disposition trois auberges de jeunesse dans les communes de Maâdid, de Bou Saâda et de Djebel Messaâd pour héberger gratuitement les candidats résidant loin des centres d'examen et ce, pendant toute la durée de l'examen. Selon ce même responsable, toutes les maisons de jeunes de la wilaya seront également ouvertes aux candi-

dates pour qu'ils puissent s'y reposer entre les épreuves dans des grandes salles climatisées. Il a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre des instructions du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, visant à offrir les meilleures conditions aux candidats à l'examen du baccalauréat. Les responsables du secteur ont été chargés, dans ce cadre, d'accompagner les candidats, de veiller à leur offrir les meilleures conditions possibles et de leur permettre de mettre à profit les pauses entre les épreuves pour réviser et se préparer, dans des espaces équipés et calmes propices à la concentration et à une bonne préparation.

Oum El Bouaghi Plantation de plus de 21 000 arbres fruitiers rustiques depuis le début de l'année

Au total, 21 609 arbres fruitiers résistants de diverses espèces ont été plantés «depuis début 2026» dans la wilaya d'Oum El Bouaghi sur une superficie de plus de 100 hectares, a-t-on appris auprès de la Direction des Services agricoles (DSA). Le chef du service d'aménagement rural et de promotion de l'investissement de cette direction, Ferhat Hank, a inscrit cette opération qui a touché toutes les communes de la wilaya dans le cadre du programme de plantation des arbres fruitiers rustiques de la saison 2025-2026. Il s'agit de la plantation de 9781 figuiers, 7134 amandiers et 4694 pistachiers au profit d'agriculteurs actifs disposant d'une ressource en eau. M. Hank a indiqué que le programme de plantation d'arbres fruitiers rustiques est poursuivi jusqu'en 2027 de sorte à permettre la plantation de 70 000 arbres sur 325 hectares. A rappeler qu'au cours de la saison agricole (2022-2023), pas moins de 13 300 pistachiers, 11 400 amandiers ont été plantés à travers les communes de la wilaya.

Brèves de Constantine

- En prévision des épreuves du baccalauréat (session 2026), la Société d'exploitation du tramway de Constantine (SETRAM) a mis en place un programme exceptionnel destiné à assurer le transport des candidats dans les meilleures conditions, a indiqué le directeur de l'entreprise, Youcef Bellatrache. Le même responsable a souligné que la SETRAM a adapté son organisation afin d'assurer la régularité dans le service et la facilitation des déplacements des candidats vers leurs centres d'examen. Dans ce cadre, les équipes de maintenance ont été renforcées et placées en état de mobilisation tout au long de la période des examens, a ajouté M. Bellatrache. Les services de contrôle et d'assistance ont également été

déployés de manière renforcée dans les stations et à bord des tramways, a fait savoir la même source. Cette présence vise à assurer l'orientation des voyageurs, à fluidifier les déplacements et à maintenir un niveau élevé de vigilance au profit des usagers, notamment des candidats, a ajouté le même responsable.

- Près de 50 écoliers ont été initiés, jeudi, aux principes fondamentaux de l'écologie, lors d'une visite scientifique et éducative au parc citadin «El Yasamine», situé sur les hauteurs d'Aïn El Bey, au chef-lieu de wilaya de Constantine. L'initiative a été organisée par la direction locale de l'Environnement en étroite coordination avec

l'Association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'environnement (5 juin de chaque année), a indiqué le directeur de l'Environnement, Mansour Boucherit. Des conseils et des orientations pédagogiques sur la culture environnementale, en l'occurrence, l'économie de l'eau, la protection des forêts contre les incendies et le recyclage des déchets, ont été prodigués lors de cette sortie d'expédition et de loisirs ayant ciblée des élèves des écoles primaires Tahar-Fillali de la cité El Djedour, du chef-lieu de wilaya, et Behri-Zouaoui de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, a-t-il précisé.

Sidi Bel-Abbès

Des espaces aménagés dans les mosquées et les écoles coraniques pour accompagner et orienter les candidats au baccalauréat

Des espaces spécialement aménagés au niveau des mosquées, des salles de prière réservées aux femmes et des écoles coraniques de proximité dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont été mis à la disposition des candidats aux épreuves du baccalauréat, session de juin 2026, tout au long de la période des examens, a annoncé, vendredi, le directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya, Si Tayeb El Habib. M. El Habib a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs visant à renforcer l'accompagnement moral et psychologique des candidats et à valoriser le rôle éducatif et social essentiel de l'institution religieuse, qui accompagne en permanence les membres de la société lors de diverses occasions. Il a ajouté que cette démarche permettra d'offrir aux candidats «un environnement idéal ainsi qu'un refuge sûr et paisible entre les différentes épreuves», précisant que des instructions ont été données à l'ensemble des imams et des mourchidate de la wilaya, afin de veiller sur le terrain à la réussite de cette opération et de fournir toutes les formes de soutien, de réconfort psychologique et moral aux élèves. Le même responsable a indiqué que ces espaces dédiés proposeront une série de services intégrés au profit des candidats durant toute la période des examens, notamment des lieux entièrement équipés pour les révisions individuelles et collectives, des espaces de repos entre les séances du matin et de l'après-midi, ainsi qu'un accompagnement moral et psychologique continu. Des conseils et orientations seront également dispensés par des imams et des mourchidate qualifiés. En outre, des boissons rafraîchissantes et des collations légères seront mises à la disposition des candidats.

Ahmed Baâziz



Mostaganem

Un programme de 7,1 milliards de DA pour l'entretien des infrastructures maritimes et portuaires

La wilaya de Mostaganem a bénéficié, au titre de l'exercice budgétaire 2026, d'un vaste programme destiné à l'entretien des infrastructures maritimes, des ports et des équipements liés à la pêche maritime, d'un montant global de 7,165 milliards de dinars, a indiqué, la cellule de communication du cabinet du wali. Ce programme est inscrit au profit du secteur des Travaux publics pour cette année et comprend plusieurs opérations importantes portant sur l'entretien et l'aménagement des quais, ainsi que sur l'extension et la modernisation des infrastructures maritimes, notamment au niveau du port de pêche de Sidi-Lakhdar (Petit Port). Il prévoit également la modernisation et le renforcement des quais et des structures endommagés du port commercial de Mostaganem.

Le port commercial de Mostaganem a bénéficié de la plus grande part de ce programme, à travers trois opérations stratégiques visant à renforcer et réhabiliter les quais 6 et 7, ainsi qu'à les équiper d'une plateforme de stockage de conteneurs d'une superficie de 100 000

mètres carrés. Les deux principales opérations ont été dotées respectivement de 1,8 milliard de DA et de 3,8 milliards de DA, a-t-on indiqué de même source.

Le port a également bénéficié d'un projet d'étude relatif à son développement futur et à son extension (troisième bassin), pour lequel une enveloppe de 100 millions de DA a été allouée. Le taux d'avancement des travaux des deux premières opérations, dont la réception est prévue en juillet prochain, avoisine les 100%, tandis que l'étude d'extension est réalisée à hauteur de 30%. La wilaya de Mostaganem accorde une importance particulière à ses infrastructures maritimes, notamment au port commercial, dont l'activité annuelle dépasse un million de tonnes et dont une part importante est constituée d'exportations hors hydrocarbures. Cette attention concerne également les ports de pêche et de plaisance de Salamandre (Mostaganem), ainsi que le Petit Port de Sidi Lakhdar, dans l'objectif de soutenir la dynamique économique et le développement de la région.

Oran

47 brigades techniques mobilisées par la Sonelgaz Es-Sénia pour le Bac 2026

Un dispositif spécial portant sur une série de mesures exceptionnelles a été mis en place par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia, durant les examens de Bac 2026 qui se dérouleront du 7 juin au 11 juin prochain. Selon Mme Fellahi, responsable du département de la communication et de l'information, on saura qu'il s'agit de dispositions exceptionnelles qui visent à garantir l'approvisionnement en énergie et à assurer la continuité du service dans l'ensemble des établissements concernés. Ce plan spécial porte aussi sur le renforcement du programme de permanence de sorte que 47 brigades seront mobilisées dans tout le périmètre de compétence de cette direction et seront appuyées par d'autres effectifs et aussi des moyens pour assurer des interventions rapides et efficaces en cas d'incidents. Ainsi, toutes les mesures ont été prises pour éviter toute perturbation dans le réseau énergétique. La Direction de Sonelgaz Es-Sénia procèdera à l'accompagnement des directeurs des 104 centres d'examen y compris les cantines scolaires avant, pendant et après les examens du Bac 2026 et ce, afin d'offrir toutes les conditions techniques nécessaires et garantir la continuité du service et surtout sa qualité. Un centre d'appel national le 3303 a été mis à la disposition de ses abonnés pour signaler toute perturbation dans le réseau énergétique ou demander des informations, a fait savoir la responsable précisant que ce centre est opérationnel 24h/24 et pendant toute la semaine.

Tiaret

Lancement des travaux de réalisation de cinq projets de développement dans la commune de Djebilet-Rosfa

Les travaux de réalisation de cinq projets de développement ont récemment été lancés dans la commune de Djebilet-Rosfa, dans la wilaya de Tiaret. Ces projets concernent les routes, la santé et l'alimentation en eau potable, a-t-on appris auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Ghrabi Bellil. Ce dernier a précisé que ces projets, pour lesquels une enveloppe financière de près de 100 millions de dinars a été allouée, sont inscrits au titre du Programme de soutien au développement économique et social ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) au titre de l'année 2026. Dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et social, il sera procédé au revêtement de huit kilomètres de routes, dont quatre kilomètres correspondant à la deuxième tranche de la route reliant le chef-lieu de Djebilet-Rosfa à l'école primaire «Dez», en passant par la région de «Bousbikha» et la réserve pastorale, après la

réalisation, l'année dernière, de la première tranche sur une distance de trois kilomètres. Le deuxième projet prévoit le revêtement de quatre kilomètres de la route reliant les localités de «Safene» et «Bouguenfold» au chemin de wilaya CW9, qui s'étend sur douze kilomètres. Une enveloppe financière de 51,9 millions de dinars a été consacrée à ces deux projets, lesquels contribueront au désenclavement de la région, à l'amélioration du transport scolaire et au soutien des activités agricoles et pastorales de la commune. Dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, il est également prévu le forage et l'équipement d'un puits profond de 250 mètres, ainsi que la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 250 mètres cubes dans la région de «Zarzour». Un autre porte sur le raccordement au réseau d'électricité du puits situé dans la zone de «Beghila» sur une distance de quatre kilomètres. Selon M. Bellil, l'importance de ces deux projets, dotés d'une

enveloppe de 21,8 millions de dinars, réside dans leur contribution à la stabilisation des populations dans leurs zones d'origine. Ils permettront d'assurer l'alimentation en eau de plus de 400 habitants des deux localités concernées, ainsi que l'abreuvement du cheptel, d'autant que la région est adjacente à une réserve pastorale, qui constitue une ressource financière importante pour la commune grâce à la location de ses terres aux éleveurs. Au chef-lieu de Djebilet-Rosfa, il est également prévu l'extension et l'aménagement de la salle de soins «Nouaouria-Tayeb» dans le but de garantir des prestations sanitaires de qualité aux habitants de la commune, dont la population dépasse 6000 âmes. Le projet prévoit la création de salles d'attente et d'unités destinées à l'hospitalisation de jour, pour un financement de 25,9 millions de dinars. La Direction de la Santé et de la Population (DSP) se chargera, dès l'achèvement des travaux, de l'équipement de cette infrastructure qui assure déjà la permanence de nuit, a fait savoir M. Bellil.

Alger

Ouverture de l'exposition collective «Quatre regards»

L'exposition collective «Quatre regards» a été ouverte, vendredi, à la Galerie «Nect'Art» à Alger, rassemblant les œuvres prolifiques de quatre artistes plasticiens qui ont déployé leur créativité autour d'une vision thématique existentielle abordée sous des angles différents.

Visible jusqu'au 30 du mois en cours, la trentaine de pièces exposées dans des formats dits «raisins» (standards), présente les œuvres du photographe, peintre et fondateur de la Galerie «Nect'Art», Rachid Nacib, des peintres plasticiens, Slimane Ould Mohand, Amar Briki et Adlane Samet, tous issus d'anciennes promotions de diplômés de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts d'Alger. Parmi les nombreux visiteurs venus assister au vernissage de cette nouvelle exposition, plusieurs artistes-plasticiens et universitaires, à l'instar de Rachid Djemai, Naget Khedda, Moussa Bourdine, Farid Izemmour, Ratiba Aït Chafa, Abderrezak Hafiane, Saliha Hachemi et Mustapha Nedjaï. Dans une scénographie conçue comme un chemin pénétrant les univers des quatre artistes, l'espace a été pensé pour restituer l'intimité et la sensibilité propres à chacun, là où leurs œuvres ont pris naissance, révélant leurs sources d'inspiration et leur langage plastique singulier. Ainsi et à travers une succession de quatre créations, Rachid Nacib, qui se situe à la frontière de la photographie et de la peinture, explore la mémoire et la contemporanéité au moyen de belles réalisations «photo-picturales». De son côté, Slimane Ould Mohand fait preuve d'une maîtrise remarquable, à travers dix portraits gravés où la rigueur technique se mêle à une délicatesse poétique peu commune. Pour sa part, dans «Femme qui rêve», Amar Briki propose, en huit tableaux, une immersion dans un univers intérieur empreint de poésie, où des figures féminines épurées et au regard effacé évoluent entre mémoire et silence.

Adlane Samet a, quant à lui, choisi de se déployer à travers huit toiles, surgissant d'un territoire intime où enfance, rêve et vertige dialoguent dans un même souffle.

Exposées sans titres, la plupart des œuvres «semi-figuratives» des quatre artistes, réalisées dans des techniques mixtes, acrylique ou pastel, sont parvenues, à travers autant de regards et de récits variés, à «interroger l'espace, la présence humaine et les traces du réel, avec un lyrisme poétique intense et une liberté formelle affirmée», peut-on lire, en substance, dans le document de présentation.



«Grâce à la peinture, la photographie et la gravure, cette exposition a permis le dialogue entre quatre écritures visuelles distinctes où, couleur, lumière, matière et signe deviennent autant de territoires sensibles de réflexion et de mémoire», a expliqué Rachid Nacib.

«Quatre univers différents, mais animés par une même nécessité intérieure : faire de l'art un moyen d'habiter le

monde et d'écrire la vie», a conclu le fondateur de la Galerie Nect'Art. Les artistes plasticiens présents ont enfin, partagé leur vision du «développement d'un marché de l'art», le considérant comme un «levier pour renforcer leur reconnaissance professionnelle, accompagner la diffusion de leurs œuvres et accroître la visibilité de leurs parcours».

M. Taous

Le cinéma ibéro-américain à l'affiche à Oran et Alger Imaginaires en dialogue

L'ambassade d'Espagne et les ambassades ibéro-américaines accréditées en Algérie, en collaboration avec les Instituts Cervantes d'Alger et d'Oran, organisent une nouvelle édition du festival du cinéma ibéro-américain, une manifestation dédiée au cinéma hispanophone et lusophone, avec une sélection de films célébrant la richesse culturelle et cinématographique de ces pays. Après le succès des précédentes éditions, cette nouvelle rencontre entend présenter un panorama représentatif de la création cinématographique de l'espace ibéro-américain, à travers une sélection d'œuvres mettant en lumière la diversité des regards, des récits et des sensibilités qui caractérisent les cinémas de cette vaste région du monde.

Le festival réunira une dizaine de films, entre fictions et documentaires, réalisés aussi bien par des cinéastes confirmés que

par de nouvelles voix de la scène cinématographique ibéro-américaine. Les projections, en accès libre, seront proposées en version originale sous-titrée en français, en arabe ou en anglais afin de permettre au plus grand nombre de découvrir ces productions. Selon un communiqué de l'ambassade d'Espagne en Algérie, «l'objectif de ce festival est de favoriser le dialogue interculturel et de renforcer les liens entre l'Algérie et le monde ibéro-américain à travers le cinéma». Une ambition qui s'inscrit dans la continuité des actions menées pour promouvoir les échanges culturels entre les deux rives de la Méditerranée, et rapprocher les publics algériens des expressions artistiques venues d'Espagne, d'Amérique latine et du Portugal. Les spectateurs auront ainsi l'occasion de découvrir des œuvres du Portugal, Venezuela, Argentine,

Chili, Brésil, Colombie, Cuba, Espagne, Mexique, Nicaragua et Pérou. Cette programmation propose un voyage à travers différentes époques, sensibilités artistiques et réalités sociales. À Oran, le festival devait débiter hier à l'Institut Cervantes et se poursuivra jusqu'au 15 juin. Une projection quotidienne est programmée à 17 heures, avec des films réalisés entre 1979 et 2024. La manifestation investira ensuite Alger, où l'Institut Cervantes accueillera le public du 17 au 29 juin pour une nouvelle série de projections. Le coup d'envoi de cette édition est donné par le film d'aventures portugais *Peregrinação*, réalisé par João Botelho en 2017. Le long métrage, d'une durée de 108 minutes, est inspiré des mémoires éponymes du navigateur et écrivain portugais du XVI^e siècle, Fernão Mendes Pinto. L'œuvre retrace le parcours de cet homme qui a passé plus de vingt

années en Orient à la recherche de fortune et de gloire, mais qui se retrouva confronté à une succession d'épreuves, de dangers et de revers. Aventurier, pèlerin, ambassadeur, soldat, pénitent ou encore esclave, selon les circonstances de son existence mouvementée, Fernão Mendes Pinto apparaît comme l'incarnation d'un destin hors du commun. Par ailleurs, le festival du cinéma ibéro-américain se veut une passerelle culturelle entre l'Algérie et les pays du monde ibéro-américain. Il met à l'honneur des œuvres issues de traditions cinématographiques variées, offrant ainsi une réelle opportunité de découvrir d'autres imaginaires, d'autres histoires et d'autres manières de raconter le monde, tout en positionnant le cinéma comme un espace privilégié de dialogue entre les cultures.

2^e édition du concours des jeunes ambassadeurs sino-algériens Sous le signe du dialogue interculturel

Après le succès enregistré lors de sa première édition, le concours «À la recherche des jeunes ambassadeurs culturels sino-algériens» fait son grand retour en Algérie. Cette initiative originale, organisée par la société chinoise SINOPEC en partenariat avec l'ambassade de Chine en Algérie, ambitionne de renforcer davantage les liens d'amitié entre les peuples algérien et chinois. Placée sous le signe du dialogue interculturel, cette manifestation encourage les jeunes talents à devenir de véritables passe-relles entre les deux nations.

À travers des productions audiovisuelles créatives, les candidats sont invités à partager leur vision de la Chine, leur expérience des échanges sino-algériens ou encore leur regard sur la coopération entre les

deux pays. Cette année encore, quinze finalistes seront sélectionnés pour défendre leurs projets devant un jury composé de personnalités algériennes et chinoises. Les critères d'évaluation porteront, notamment sur la pertinence du sujet choisi, la qualité de l'expression, l'empathie culturelle ainsi que l'originalité du message transmis. Les cinq meilleurs candidats remporteront un voyage culturel en Chine, tandis que les autres finalistes recevront des récompenses de valeur. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 30 juin. Le concours est ouvert à tous les jeunes Algériens de la génération Z, nés après le 1^{er} janvier 1995, ayant une bonne connaissance de la Chine ou un intérêt particulier pour sa culture, et disposant d'un compte personnel sur les réseaux sociaux.

Concours de la 16^e édition du festival de la chanson kabyle 23 participants à l'avant-dernière phase

La ville de Béjaïa accueillait, hier, à la maison de la culture, les éliminatoires de la seizième édition du festival culturel local de la musique et de la chanson kabyles. Cette compétition, dédiée à la découverte et à la promotion des jeunes talents, réunira 23 participants, entre groupes et candidats individuels, venus de plusieurs communes et wilayas. A travers cette sélection, «le festival confirme sa vocation de tremplin pour les jeunes artistes et les groupes émergents, leur offrant l'opportunité de faire connaître leur talent, de valoriser le patrimoine musical kabyle et de contribuer au renouvellement de la scène artistique locale», selon les organisateurs. A la suite de ce concours, cinq candidats seront retenus pour participer à la phase finale de cette compétition qui se déroulera au sein du festival culturel local de la musique et de la chanson kabyles prévu du 10 au 15 août prochain à Béjaïa.

Une étude menée sur près d'un million de patients vient de révéler un lien inattendu entre le vaccin contre la grippe et la maladie d'Alzheimer

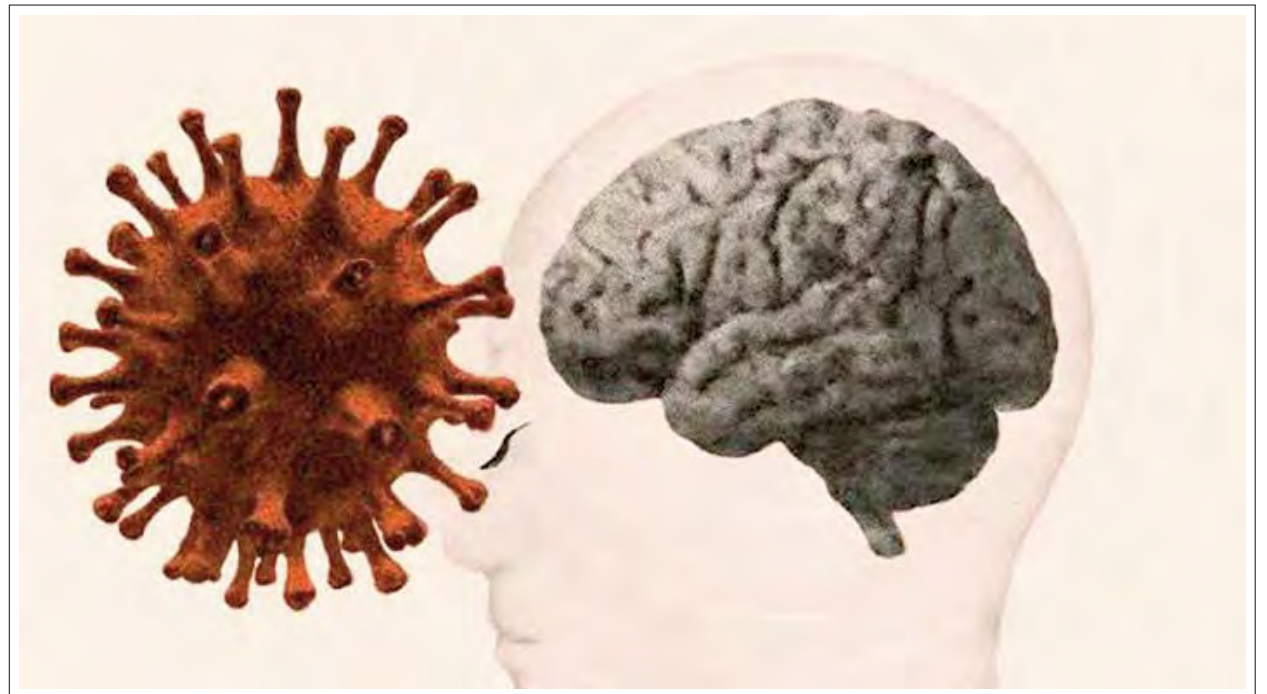
Quarante pour cent. C'est le chiffre qui a secoué le monde de la neurologie quand les résultats de l'étude Bukhbinder ont atterri dans le *Journal of Alzheimer's Disease* en 2022. Les personnes ayant reçu au moins un vaccin contre la grippe avaient 40% moins de risque de développer la maladie d'Alzheimer sur une période de quatre ans, selon cette étude de l'UTHealth Houston. La cohorte analysée donne le vertige : 935 887 patients vaccinés contre la grippe comparés à 935 887 patients non vaccinés, soit près de deux millions d'individus au total. À cette échelle, les résultats ne relèvent plus de la coïncidence statistique.

Une étude qui dépasse largement les travaux précédents

Plusieurs études antérieures avaient déjà suggéré un lien entre vaccination antigrippale et risque de démence, mais les échantillons restaient limités. Le travail mené par les Drs Avram Bukhbinder et Paul Schulz change radicalement la donne par son ampleur. L'équipe a comparé l'incidence de la maladie d'Alzheimer entre des patients avec et sans vaccination antigrippale antérieure, au sein d'un vaste échantillon d'adultes âgés de 65 ans et plus. Autre enseignement frappant : la régularité paie. La force de cet effet protecteur augmentait avec le nombre d'années pendant lesquelles une personne recevait le vaccin annuel contre la grippe, le taux de développement d'Alzheimer était le plus bas chez ceux qui se vaccinaient de façon constante chaque année. Ce n'est donc pas une piqûre isolée qui protège, mais une habitude ancrée dans la durée, comparable à ce que l'on sait déjà de l'activité physique régulière contre le déclin cognitif. La portée de ces données est encore plus saisissante lorsqu'on les replace dans le contexte épidémiologique français. Si une réduction même partielle de ce fardeau était accessible via un geste médical déjà banalisé et remboursé, ce serait une révolution de santé publique à bas coût.

Le cerveau, terrain de jeu inattendu du vaccin antigrippal

Le mécanisme reste à ce jour incomplètement élucidé, et c'est précisément là que la science devient fascinante. Deux hypothèses principales se dégagent. La première passe par la réduction de l'inflammation systémique : une plus grande efficacité dans la prévention de la grippe pourrait réduire le risque d'infection grave et l'inflammation systémique associée, ce qui pourrait à son tour réduire la neuroinflammation et la neurodégénérescence. Or, la neuroinflammation est aujourd'hui reconnue comme un acteur central du développement des plaques amyloïdes caractéristiques d'Alzheimer. La seconde hypothèse est plus subtile et plus troublante. Le vaccin pourrait induire des changements au niveau du système immunitaire qui contribueraient à réduire les dommages causés par le développement de la maladie d'Alzheimer, dont ceux liés à l'apparition de plaques amyloïdes ou d'enchevêtrements neurofibrillaires. Le vaccin antigrippal «entraînerait» les cellules immunitaires cérébrales



comme on entraîne un muscle, les rendant plus performantes contre la dégradation neuronale. Le vaccin contre la grippe peut modifier les cellules immunitaires du cerveau et les conduire à être plus performantes dans l'élimination du processus pathologique de la maladie d'Alzheimer, comme cela a été observé chez la souris. Néanmoins, il est encore trop tôt pour affirmer que le vaccin contre la grippe peut, à lui seul, réduire le risque de maladie d'Alzheimer, tempère la Dr Heather Snyder, vice-présidente des relations médicales et scientifiques de l'Alzheimer's Association. L'association observée est robuste, mais la causalité directe n'est pas encore formellement établie, une nuance importante que les chercheurs eux-mêmes soulignent.

2026 : la dose haute fait monter les enchères

L'histoire ne s'arrête pas là. Trois ans après la publication initiale, la même équipe de l'UTHealth Houston a poussé l'investigation encore plus loin. Une nouvelle étude rapporte que les personnes âgées qui reçoivent une dose élevée du vaccin contre la grippe pourraient avoir un risque sensiblement plus faible de développer la maladie d'Alzheimer par rapport à celles qui reçoivent la dose standard. Les résultats ont été publiés dans *Neurology*. Après avoir analysé les données de santé d'environ 200 000 participants âgés de 65 ans et plus, les chercheurs ont

constaté que ceux ayant reçu le vaccin antigrippal haute dose réduisaient leur risque de maladie d'Alzheimer d'environ 55%, contre 40% pour ceux ayant reçu la dose standard. Un bond de quinze points. Les résultats montrent également que l'effet protecteur de la haute dose était plus marqué chez les femmes. Ce détail n'est pas anodin : près de deux-tiers des patients atteints d'Alzheimer en France sont des femmes. La logique biologique de cette amplification avec la dose tient au vieillissement immunitaire lui-même. Le vaccin haute dose a été conçu précisément pour compenser la baisse de réactivité du système immunitaire avec l'âge, en générant une réponse plus puissante. Les vaccins antigrippaux à haute dose génèrent une réponse immunitaire plus forte que les vaccins à dose standard chez les personnes âgées, ce qui peut réduire la probabilité ou la gravité de l'infection grippale et l'inflammation systémique qui l'accompagne. Ce courant de recherche s'inscrit dans un mouvement plus large. Une étude publiée en décembre 2025 a montré que le vaccin contre le zona pourrait également aider à réduire le risque de démence et à ralentir la progression de la maladie. Une méta-analyse de 2023 portant sur environ 2,1 millions de personnes, avec un suivi de 4 à 13 ans, a trouvé un risque de démence réduit de 31% chez les personnes vaccinées contre la grippe. Les pièces d'un puzzle immuno-neurologique se mettent progressivement en place, suggérant que le carnet de vaccination d'un senior pourrait devenir, dans un avenir proche, un outil de prévention cognitive à part entière.

On cherchait depuis des décennies un traitement qui stoppe l'arthrose — Yale vient de le trouver dans une molécule antiépileptique



L'arthrose ronge le cartilage sans que rien ne puisse aujourd'hui l'en empêcher. Les traitements existants soulagent la douleur, mais ne stoppent pas la dégradation articulaire. Une étude de Yale publiée dans *Bioactive Materials* change la donne: un médicament antiépileptique déjà approuvé, injecté dans l'articulation via un gel

intelligent, répare le cartilage et réduit la douleur. L'arthrose est souvent résumée à une usure mécanique des articulations. Cette image est trompeuse. À l'intérieur du cartilage, des cellules spécialisées appelées chondrocytes maintiennent en permanence un équilibre entre production de tissu neuf et dégradation des tissus anciens. En cas

d'arthrose, cet équilibre bascule. Les forces destructrices prennent le dessus, le cartilage s'amenuise, jusqu'à ce que les os commencent à frotter directement l'un contre l'autre. Aucun médicament approuvé par la FDA ne peut aujourd'hui à la fois soulager cette douleur et ralentir cette dégradation. C'est précisément ce vide que l'équipe du professeur Chuan-Ju Liu, à Yale, a cherché à combler.

Une protéine qui fait deux mauvaises choses en même temps

La clé de la découverte repose sur une protéine appelée Nav1.7 — un canal sodique longtemps associé exclusivement aux nerfs qui transmettent la douleur au cerveau. Les travaux de Liu ont révélé que ce canal est également très actif dans les chondrocytes. Dans une articulation saine, Nav1.7 reste discret. Dans une articulation arthrosique, il devient hyperactif — et provoque simultanément deux effets délétères : il amplifie la transmission de la douleur et pousse les chondrocytes à détruire le cartilage qu'ils sont censés protéger.

Bloquer cette seule protéine permettrait donc, en théorie, d'agir sur les deux fronts

Plutôt que de développer une molécule entièrement nouvelle, l'équipe a testé des inhibiteurs des canaux sodiques déjà existants. Le lacosamide, médicament approuvé contre l'épilepsie, s'est distingué par son efficacité à des concentrations

très faibles et par son profil de sécurité supérieur. Les expériences en laboratoire ont révélé une particularité : le lacosamide fonctionne dans une fenêtre de dosage précise. Trop peu, aucun effet. Trop, le bénéfice disparaît. À la concentration optimale, il stimule la production de protéines cartilagineuses tout en freinant la dégradation tissulaire — en activant deux protéines de signalisation protectrices, HSP70 et la midkine, qui créent un environnement favorable à la réparation de l'ensemble du tissu articulaire.

Le gel qui garde le médicament où il faut

Administrer le lacosamide par voie orale expose l'ensemble de l'organisme au médicament. L'injection directe dans le genou semblait plus ciblée — mais l'articulation du genou se draine naturellement en quelques heures, emportant avec elle toute substance injectée. Pour contourner cet obstacle, les chercheurs ont développé un hydrogel à base de collagène II aux propriétés thermosensibles : liquide à basse température dans la seringue, il se solidifie au contact de la chaleur corporelle une fois injecté. Cette matrice libère le médicament lentement, sur plusieurs semaines. Une seule injection de ce gel chargé en lacosamide toutes les quatre semaines s'est révélée plus efficace qu'un comprimé oral quotidien pour prévenir la perte de cartilage dans les essais précliniques. Le lacosamide étant déjà approuvé pour un usage humain, le passage aux essais cliniques chez des patients arthrosiques pourrait être significativement plus rapide que pour un médicament entièrement nouveau.

Agression sioniste contre le Liban

Le président libanais Aoun dénonce des attaques sionistes «incessantes» et «impunies»

Le président libanais, Joseph Aoun, a dénoncé, samedi les «attaques (sionistes) incessantes, qui restent impunies» malgré le cessez-le-feu théoriquement en vigueur, après une frappe aérienne dans le sud du pays qui a fait plusieurs martyrs parmi les membres de l'armée libanaise.

Cette attaque constitue une «violation flagrante de la souveraineté libanaise et du droit international», a condamné le président Joseph Aoun. Elle s'inscrit «dans le contexte de l'escalade actuelle qui menace la stabilité et la sécurité du Sud, malgré les efforts déployés par le Liban lors des négociations à Washington pour mettre fin aux attaques (sionistes) incessantes, qui restent impunies», a-t-il ajouté. De son côté, l'armée libanaise a précisé, dans un communiqué, qu'«une frappe aérienne (sioniste) brutale a ciblé un véhicule militaire sur la route» entre Khardali et Nabatiyé, «entraînant la mort de deux officiers et d'un soldat». Pourtant, un nouvel accord de cessez-le-feu au Liban avait été annoncé, mercredi, la trêve en vigueur depuis le 17 avril n'ayant jamais été respectée par l'entité sioniste. Sur le terrain, l'agression sioniste contre le Liban se poursuit. L'armée sioniste a de nouveau appelé, samedi à l'évacuation de cinq villages dans le sud et l'est du Liban en prévision de frappes contre cette région. L'Agence nationale d'information libanaise (ANI) a fait déjà état de bombardements sur différents sites du sud. Les frappes sionistes sur le Liban ont fait plus de 3560 martyrs et contraint plus d'un million de personnes à fuir leurs domiciles, selon les autorités libanaises.

Plusieurs militaires libanais tombent en martyrs dans une frappe sioniste sur le sud du Liban

Plusieurs membres de l'armée libanaise sont tombés en martyrs samedi dans une frappe sioniste dans le sud du pays, malgré le ces-

sez-le-feu théoriquement en vigueur. «Plusieurs militaires, dont un officier», ont été tués «dans une attaque (sioniste) brutale» ayant ciblé un véhicule militaire sur la route entre Khardali et Nabatiyé, a indiqué l'armée dans un communiqué. Pourtant, un nouvel accord de cessez-le-feu au Liban avait été annoncé, mercredi, la trêve en vigueur depuis le 17 avril n'ayant jamais été respectée par l'entité sioniste. Sur le terrain, l'agression sioniste contre le Liban se poursuit. L'armée sioniste a de nouveau appelé, samedi à l'évacuation de cinq villages dans le sud et l'est du Liban en prévision de frappes contre cette région. Les frappes sionistes sur le Liban ont fait plus de 3560 martyrs et contraint plus d'un million de personnes à fuir leurs domiciles, selon les autorités libanaises.

Cinq martyrs libanais, dont une femme et un secouriste, dans des frappes sionistes

Le ministère libanais de la Santé a annoncé qu'une frappe sioniste sur le sud du Liban vendredi avait fait cinq martyrs, dont une femme et un secouriste. La frappe des forces sionistes sur la ville de Zebdine, dans le district de Nabatiyé, a fait cinq martyrs, dont une femme et un secouriste, et blessé deux personnes, dont un secouriste, indique un communiqué du ministère. Un total de 3558 personnes sont tombées en martyrs et 10 870 autres ont été blessées, suite aux frappes sionistes continues sur le Liban, a annoncé, vendredi le ministère libanais de la Santé, dans un nouveau bilan. Dans un communiqué cité par l'agence de presse libanaise, le



Centre des opérations d'urgence du ministère libanais de la Santé publique a précisé que le bilan cumulé de l'agression sioniste s'élève à 3558 martyrs et 10 870 blessés, depuis le 2 mars. L'entité sioniste continue de mener des frappes massives sur le Liban en violation du cessez-le-feu entré en vigueur le 17 avril et récemment prolongé de plusieurs semaines.

Palestine

L'agression sioniste contre la bande de Ghaza s'alourdit à 72 961 martyrs et 173 092 blessés

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72 961 martyrs et 173 092 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué, samedi par les autorités sanitaires palestiniennes. Les corps de 5 martyrs ainsi que 49 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 48 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 11 octobre dernier, 951 Palestiniens sont tombés en martyrs et 2984 autres ont été blessés, tandis que les corps de 782 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

Ghaza : six martyrs et plusieurs blessés dans une nouvelle frappe sioniste

Au moins six Palestiniens sont tombés en martyrs et plusieurs autres ont été blessés, samedi, dans

une nouvelle frappe de l'armée d'occupation sioniste visant une tente de réfugiés, à l'ouest de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. L'armée sioniste a visé une tente abritant des personnes déplacées, près du bureau des passeports, à proximité d'une école, à l'ouest de la ville de Ghaza, faisant au moins six martyrs et plusieurs blessés, dont deux femmes, a précisé Wafa.

Le nombre de détenus palestiniens dans les prisons sionistes atteint 9500 dont 90 femmes

Des organismes palestiniens de défense des prisonniers ont indiqué, samedi que le nombre de prisonniers détenus dans les prisons de l'occupation sioniste s'élève à environ 9500, dont 90 femmes et 360 enfants. Selon un communiqué de ces organismes qui incluent l'Autorité des affaires des prisonniers et des anciens détenus, le Club des prisonniers palestiniens ainsi qu'Al-

Dhamir pour le soutien aux prisonniers et les droits humains, le nombre total des détenus dans les prisons de l'occupant sioniste s'élève à 9500, dont 3324 sont des prisonniers administratifs. Le nombre de détenus classés par l'occupant sioniste comme «combattants illégaux» a atteint 1316, ce qui reflète la poursuite des campagnes d'arrestation dans la bande de Ghaza, parallèlement à la poursuite de la guerre génocidaire, selon le communiqué qui précise que ce chiffre n'inclut pas tous les détenus de Ghaza retenus dans les camps militaires de l'armée sioniste et classés dans cette catégorie.

L'Irlande impose une interdiction d'entrée visant deux «responsables» sionistes

Le Premier ministre, irlandais Michael Martin, a confirmé, vendredi que le gouvernement avait imposé une interdiction de voyage à deux «responsables» de l'entité sio-

niste. Le ministre irlandais de la Justice, Jim O'Callaghan, a instauré des interdictions d'entrée visant les «responsables» sionistes dénommés, Ben-Gvir et Smotrich, a indiqué M. Martin alors qu'il participait au sommet UE-Balkans occidentaux au Monténégro. Soulignant que les actes et les propos des deux responsables «traduisent une volonté de voir l'élimination des Palestiniens de la Palestine», Martin a appelé à l'adoption de mesures supplémentaires de l'Union européenne à leur encontre. «A mon avis, leur comportement justifie également des sanctions au niveau de l'UE, et c'est une question que nous allons soulever. Savoir si nous pouvons obtenir un soutien suffisant au sein de l'Union européenne est une autre affaire», a-t-il déclaré. Un porte-parole d'O'Callaghan a indiqué que les interdictions d'entrée visant les deux responsables sionistes avaient été mises en place à la suite d'un accord conclu par le gouvernement plus tôt cette semaine.

Slovénie

Le drapeau palestinien hissé sur la façade du palais présidentiel

La présidente de la Slovénie, Natasha Peretz Musar, a décidé, samedi, de hisser le drapeau palestinien sur la façade du palais présidentiel dans la capitale, Ljubljana, dans une démarche visant à soutenir et défendre la cause palestinienne. Dans un message posté sur les réseaux sociaux, Mme Musar a déclaré que le «drapeau (palestinien) restera levé sur la façade du palais pendant une semaine, avant d'être déplacé à l'intérieur pour être exposé aux visiteurs». Elle a souligné que «cette étape revêt une importance politique et morale pour soutenir la cause

palestinienne et le droit international», ajoutant que «le drapeau palestinien reflète désormais, en plus de son symbolisme national, les violations graves du droit international humanitaire en Palestine». La présidente de la Slovénie a dénoncé «les souffrances continues des Palestiniens dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée», soulignant que «le génocide contre les Palestiniens n'a pas cessé et que les résidents de Ghaza et de la Cisjordanie ne vivent pas dans des conditions qui leur garantissent la dignité humaine».

Soudan du Sud

La spirale des violences à Jonglei provoque un exode massif, alerte l'agence pour les réfugiés

L'intensification des combats et la recrudescence de l'insécurité dans l'Etat de Jonglei, dans l'est du Soudan du Sud, ont contraint des centaines de milliers de personnes à fuir leurs foyers, provoquant l'une des plus graves crises de déplacement liées à un conflit de ces dernières années, a alerté l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Selon l'agence onusienne, le comté d'Akobo, épicentre des violences, est le plus durement touché. Environ 140 000 personnes ont été déplacées rien que dans ce comté, tandis que plus de 300 000 ont été déracinées dans tout le Jonglei et les Etats voisins depuis décembre dernier. Environ 100 000 personnes ont fui vers l'Ethiopie voisine en quête de sécurité, les mouvements de population res-

tant fluctuants et pendulaires. Cette crise s'accompagne de lourdes conséquences humaines et sociales pour les communautés affectées. «Des enfants ont été traumatisés après avoir été témoins du conflit, tandis que d'autres ont été séparés de leur famille», a déclaré, vendredi depuis Djouba, Matthew Brook, représentant du HCR au Soudan du Sud, lors d'un point de presse régulier de l'ONU à Genève. Par ailleurs, des milliers de personnes sont rentrées chez elles ces dernières semaines malgré l'insécurité persistante, les services limités et les besoins humanitaires criants. Quelque 2,4 millions de réfugiés sud-soudanais sont toujours hébergés dans la région, tandis que près de deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur

du pays. Le Soudan du Sud subit également les conséquences du conflit qui sévit au Soudan voisin, avec plus de 1,3 million de personnes ayant franchi la frontière depuis avril 2023, parmi lesquelles des rapatriés, des réfugiés et des demandeurs d'asile. Un afflux qui met davantage à l'épreuve les capacités de réponse humanitaire. Mais les financements peinent à suivre l'ampleur des besoins. Sur l'appel de fonds de 286 millions de dollars, le HCR n'a reçu que 25% du financement. Or, «sans aide immédiate, des milliers de familles qui ont fui les violences, risquent d'affronter la saison des pluies sans abri sûr, sans services de base et sans la protection dont elles ont besoin pour survivre», a mis en garde l'agence onusienne.

Pérou

Près de 28 millions d'électeurs appelés à élire un nouveau président au second tour

Les électeurs péruviens sont appelés à se rendre aux urnes dimanche pour participer au second tour de l'élection présidentielle de 2026 et choisir le futur président du pays. Selon l'Office national des processus électoraux du Pérou, près de 28 millions d'électeurs sont attendus dans les bureaux de vote à travers le pays pour ce scrutin décisif. Le second tour opposera Keiko Fujimori, candidate du parti de droite «Force populaire», arrivée en tête du premier tour avec 17,19% des suffrages, à Roberto Sanchez, candidat de la coalition de gauche «Ensemble pour le Pérou», qui s'était classé deuxième avec 12,03% des voix. Ce scrutin intervient après le premier tour organisé le 12 avril dernier, auquel avaient pris part 35 candidats. Au cours de la campagne électorale, les deux candidats ont principalement axé leurs programmes sur la lutte contre la criminalité organisée, la corruption ainsi que sur les défis économiques.

Mondial 2026

Les Verts s'envoleront cet après-midi à 17h00 à destination de Kansas City

La sélection nationale de football s'envolera dimanche 7 juin à 17h00 destination de Kansas City, aux Etats-Unis, où elle poursuivra sa préparation en vue de la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Une fois sur place, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez disputeront un ultime match amical de préparation face à la Bolivie le 10 juin à Kansas City, avant d'aborder le Mondial 2026 prévu du 11 juin au 19 juillet aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. L'équipe algérienne qui prendra part pour la cinquième fois de son histoire à la Coupe du monde, évoluera dans le groupe J aux côtés de l'Argentine (tenante), l'Autriche et la Jordanie. Ce déplacement aux Etats-Unis marque une étape importante dans la préparation de l'équipe nationale pour le rendez-vous mondial, l'Algérie s'appretant à retrouver la scène de la Coupe du monde avec l'ambition de réaliser un parcours à la hauteur des attentes de ses supporters. A cette occasion, la Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé la mise en place d'un dispositif d'accréditation destiné aux représentants des médias souhaitant couvrir le départ des Verts depuis le Salon d'Honneur de l'Aéroport international Houari-Boumediene d'Alger. Le départ de la délégation algérienne est programmé à 17h00. Les Verts voyageront donc à bord d'un Airbus A330neo spécial, baptisé «El-Fennec».

Un avion spécial aux couleurs nationales

L'appareil, dont la livrée a été modifiée aux couleurs nationales (vert, blanc et rouge), porte l'inscription «One, Two, Three, Viva l'Algérie!». Un slogan devenu l'identifiant des supporters algériens là où ils vont quand il s'agit de leur équipe nationale. L'idée de relouer l'avion avec un design entièrement personnalisé pour porter l'identité des Verts à l'international a été décidée par Air Algérie, transporteur officiel de la Fédération algérienne de football (FAF). L'avantage de voyager dans cet appareil est de permettre aux camarades de Riyad Mahrez de rallier directement les Etats Unis sans escale, et ce, dans d'excellentes conditions de confort. Ce qui réduira considérablement les effets liés au long voyage, notamment la fatigue. Ainsi, Air Algérie a mis tous les moyens nécessaires pour garantir à l'équipe nationale un déplacement de standing international. Ce voyage historique mènera la délégation algérienne à Kansas City, dans l'Etat du Kansas, où la bande à Valdimir Petkovic et les différents staffs établiront leur quartier général au Rock Chalk Park. Doté de

toutes les commodités et installations sportives, ce lieu de résidence des Fennecs durant le premier tour de la phase finale du Mondial offre également un cadre agréable pour bien se préparer et se concentrer.

Les Verts sensibilisés aux nouvelles Lois du Jeu de l'IFAB

La sélection nationale de football a bénéficié d'une séance d'information consacrée aux récentes modifications des Lois du Jeu introduites par l'International Football Association Board (IFAB), en prélude à sa participation à la Coupe du monde 2026 prévue aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique (11 juin-19 juillet), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). La conférence a été animée par le Directeur national de l'arbitrage, Mehdi Abid Charef, en présence des joueurs de l'équipe nationale ainsi que des différents membres des staffs technique, médical et administratif, ajoute l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Cette rencontre pédagogique a permis aux coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez de prendre connaissance des nouvelles dispositions réglementaires qui seront appliquées lors du prochain Mondial. A travers des explications détaillées et des exemples concrets, le responsable de l'arbitrage algérien a

présenté les principaux changements apportés aux règles du jeu et leurs implications sur le terrain, précise la même source. Particulièrement attentifs durant la présentation, les internationaux algériens ont activement participé aux échanges en posant plusieurs questions afin d'obtenir des précisions sur différentes situations de jeu et de mieux maîtriser l'application des nouvelles règles. Selon les responsables de la sélection nationale, cette initiative vise à permettre aux joueurs d'aborder la compétition avec une parfaite connaissance du cadre réglementaire qui régira les rencontres de la Coupe du Monde 2026. Une seconde séance de sensibilisation est également prévue à Kansas City, où séjournera la délégation algérienne durant le tournoi. Elle sera animée par des représentants de la FIFA et portera sur les dernières évolutions des Lois du Jeu. Au Mondial-2026, la sélection algérienne évoluera dans le groupe J avec l'Argentine (tenante), l'Autriche et la Jordanie.

Bessa N.



Feyenoord Hadj Moussa élu joueur de la saison

Anis Hadj Moussa poursuit son ascension. Auteur d'une saison remarquable sous les couleurs du Feyenoord Rotterdam, l'international algérien a été élu joueur de la saison du club néerlandais, une distinction qui récompense ses performances de haut niveau tout au long de l'exercice 2025-2026. Feyenoord a officialisé la nouvelle ce vendredi sur ses différentes plateformes de communication, annonçant que le Fennec a été plébiscité par les supporters pour décrocher cette récompense individuelle. Une consécration méritée pour un joueur qui s'est imposé comme l'un des principaux artisans de la belle saison réalisée par le club rotterdamois. Les chiffres illustrent parfaitement son impact. Toutes compétitions confondues, le joueur algérien a signé 14 buts et délivré 7 passes décisives, participant directement à 21 réalisations de son équipe. Des statistiques qui témoignent de son efficacité et de sa régularité au plus haut niveau.

Mondial 2026

La FIFA versera au moins 5.000 dollars par jour aux clubs libérant leurs internationaux

La FIFA versera aux clubs qui mettront leurs joueurs à disposition des sélections nationales pour la Coupe du Monde 2026 un montant minimum de 5.000 \$ par joueur et par jour, a annoncé l'instance dirigeante du football mondial vendredi. Cette indemnité de base, équivalant à environ 4.320 €, sera complétée par une rémunération variable tenant compte de la présence du joueur sur la feuille de match et de son temps de jeu durant la compétition. Le calcul définitif sera communiqué à l'issue du tournoi. La FIFA avait déjà annoncé en septembre dernier une augmentation de 70% de l'enveloppe

globale destinée aux clubs par rapport à l'édition 2022 disputée au Qatar. Le programme atteindra ainsi 355 millions de dollars (environ 300 millions d'euros). Pour la première fois, 100 millions de dollars seront consacrés à la période des qualifications. Les clubs ayant libéré leurs internationaux pour les 905 rencontres qualificatives recevront environ 2.360 \$ par joueur et par match. La phase finale du Mondial absorbera 250 millions de dollars supplémentaires. Les 5 millions de dollars restants, conservés en réserve, seront affectés au développement du football de clubs à l'échelle mon-

diale, conformément à un accord conclu entre la FIFA et l'Association européenne des clubs (ECA). Organisée du 11 juin au 19 juillet 2026 aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, la Coupe du monde inaugurera un format élargi à 48 sélections. Cette réforme fera passer le nombre de matches de 64 à 104. Portée par cette expansion, la FIFA prévoit des revenus record de 13 milliards de dollars pour le cycle 2023-2026, soit une progression de 72% par rapport au cycle précédent. Pour la seule année 2026, l'organisation anticipe 8,9 milliards de dollars de recettes.



EN -U23

Victoire en amical face à la Mauritanie

La sélection algérienne des moins de 23 ans a dominé son homologue mauritanienne (2-0), en match amical de préparation, disputé, vendredi au stade du 19-Mai-1956 (Annaba), dans le cadre de ses préparatifs en prévision des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations CAN U-23, prévus en septembre prochain. Les Verts sont rentrés directement dans le vif du sujet et ont réussi à ouvrir le score dès la quatrième minute de jeu, par l'intermédiaire de Benidder Abdelhak, avant de corser l'addition par Mohamed Becheikh (85'). Les Verts disputeront un deuxième match amical contre leurs homologues de Mauritanie, mardi prochain, toujours au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba. La sélection nationale est en stage bloqué depuis lundi à Annaba, pour poursuivre sa préparation en prévision de ces éliminatoires de la CAN U-23, et

elle avait effectué trois séances d'entraînements avant de disputer ce premier match amical. Le staff technique national, composé du tandem Rafik Saïfi et Azzedine Rahim ont convoqué un effectif de 25 joueurs pour ce stage, dont certains évoluent à l'étranger. Le staff technique national compte profiter de cette double confrontation amicale pour évaluer l'état de forme de son groupe et apporter les derniers réglages à son dispositif tactique, avant de s'engager dans les qualifications continentales. La sélection nationale des U23 s'est fixée pour objectif de décrocher une qualification aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2028 à Los Angeles (Etats-Unis d'Amérique). Pour rappel, la dernière participation de l'Algérie au tournoi olympique de football remonte aux Jeux de 2016, à Rio de Janeiro (Brésil).

Jordanie

Un autre joueur déclare forfait pour le mondial

Encore une défection chez la sélection de la Jordanie, adversaire de l'Algérie au tour des groupes de la prochaine Coupe du Monde. L'attaquant Ibrahim Sabra est déclaré en effet officiellement forfait pour ce rendez-vous. La nouvelle a été annoncée, ce vendredi soir, par la Fédération jordanienne de football à travers un communiqué. Touché aux entraînements, le joueur souffre d'une déchirure des ligaments de la cheville du pied gauche, a souligné la Fédération, indiquant que la blessure nécessite un programme de traitement et de rééducation. Il est à noter que le joueur évolue au poste d'attaquant de pointe. Âgé de 20 ans, il porte les couleurs au NK Lokomotiva Zagreb, en Croatie, il a joué 5 matchs amicaux avec l'équipe nationale jordanienne, marquant un seul but. Pour rappel, la sélection des «Nashama» a déjà enregistré deux absences pour le mondial. Yazan Al-Naimat et Adham Al-Quraishi ont déclaré forfait pour blessures.

EN Départ, cet après-midi, à destination de Kansas City

L'équipe d'Algérie s'envolera cet après-midi (17h), à bord d'un vol spécial, à destination de Kansas City (USA), où elle élira domicile, du moins durant la première phase des poules de la Coupe du Monde 2026.

Après avoir disputé un match amical contre les Pays-Bas, ce mercredi à Rotterdam, ponctué par une victoire encourageante (1-0), les camarades de Mandi ont bénéficié de deux jours de repos pour décompresser quelque peu avant de reprendre la préparation pour le Mondial, hier matin au niveau du Centre national technique de Sidi Moussa. Une dernière séance y était programmée, suivie d'une zone mixte, avant le grand départ vers les Etats-Unis. Le moral est au beau fixe chez les Verts. Cela dit, les choses sérieuses commencent le 17 juin, date de leur entrée en lice au Mondial, contre l'ogre argentin. Ils auront du coup une dizaine de jours pour peaufiner leur préparation sur place et régler les derniers détails. Ce sera également l'occasion de s'adapter à leur nouvel environnement et de s'acclimater, pourvu que l'attente ne soit pas trop longue pour eux. Entre-temps, ils disputeront un second match amical contre la Bolivie le 10 juin, sans doute à huis clos. Il faut savoir que pour le moment le coach national, Vladimir Petkovic, conserve le même groupe, on ne déplore aucun blessé dans les rangs de l'équipe nationale. Les 26 joueurs sélectionnés sont aptes à la compétition, d'après les dernières nouvelles. Pourvu que ça dure ! Comme c'est souvent le cas, chaque Coupe du Monde apporte son lot de change-

ments et de modifications des Lois du Jeu, introduites par l'International Football Association Board (IFAB). Pour ne pas être pris au dépourvu, les joueurs de l'équipe nationale ont pris connaissance des nouvelles dispositions qui entreront en vigueur lors du prochain Mondial. Il s'agit principalement de lutter contre les pertes de temps abusives durant les rencontres. A titre d'exemple, un joueur a cinq secondes au maximum pour un dégagement aux six mètres. «Si le ballon n'est pas remis en jeu dans les cinq secondes suivant le début du décompte virtuel, un corner est accordé à l'adversaire», stipule la nouvelle règle. C'est également valable pour les remises en touche, «si le joueur ne le fait pas dans le délai imparti, la touche revient à l'adversaire.» Dans un autre registre, la VAR obtient de nouvelles prérogatives, elle pourra désormais intervenir : «En cas de deuxième avertissement manifestement erroné, ou en cas de corner accordé à tort de manière évidente, à condition que la décision puisse être corrigée immédiatement sans retarder la reprise du jeu.» Il faut savoir aussi qu'un joueur qui «se couvre la bouche avec la main, le bras ou son maillot lors d'un échange verbal avec un adversaire sera expulsé.» d'autres règles entreront également à l'occasion de ce Mondial. Tout le monde aura le loisir de les découvrir au fur et à mesure des



déroulements des matchs. Pour le moment, ce n'est pas le souci majeur de l'équipe nationale, même s'il est très important de les connaître et de les maîtriser. Le staff technique est plutôt concentré en cette période sur la préparation de

l'équipe et l'étude des adversaires des Verts pendant le Mondial. On aura l'occasion d'y revenir dans nos prochaines éditions.

Ali Nezloui

Estimée à 45 millions d'euros Maza est le joueur algérien le plus cher du moment

Le football algérien tient peut-être sa nouvelle grande étoile. À seulement 20 ans, Ibrahim Maza poursuit une ascension fulgurante sur la scène européenne. Le jeune milieu offensif du Bayer Leverkusen vient de bénéficier de la dernière mise à jour du célèbre site spécialisé Transfermarkt, qui a revu sa valeur marchande à la hausse pour la porter à 45 millions d'euros, un record personnel qui lui permet désormais de devenir le joueur algérien le mieux valorisé du moment. Jusqu'ici, Maza partageait cette distinction avec Rayane Aït Nouri, mais ses performances remarquables réalisées cette saison sous les couleurs du club allemand ont convaincu les observateurs et les analystes de lui attribuer une nouvelle dimension. Grâce à cette progression spectaculaire, le natif de Berlin s'installe seul au sommet de la hiérarchie des internationaux algériens les plus cotés. Cette valorisation confirme surtout l'impression laissée par le jeune talent tout au long de la saison. Régulier, techniquement très propre et capable d'influencer le jeu dans les moments importants, Ibrahim Maza a su gagner sa place dans l'effectif du Bayer Leverkusen, l'un des clubs les plus compétitifs de la Bundesliga ces dernières années. Son évolution rapide impressionne d'autant plus qu'il partage désormais

le statut de joueur le plus cher du club allemand avec son coéquipier anglais Jarell Quansah. Au niveau du championnat allemand, cette cote de 45 millions d'euros lui permet également de figurer parmi les joueurs les plus valorisés de la Bundesliga, où il occupe actuellement la 14^e place. Un classement prestigieux qui témoigne de la reconnaissance grandissante dont bénéficie le joueur algérien en Europe. Alors que la carrière de Maza semble prendre une trajectoire ascendante, d'autres internationaux algériens connaissent une période plus compliquée. C'est notamment le cas de Mohamed Amine Amoura, dont la valeur marchande a connu une baisse significative après une saison difficile avec Wolfsburg. Le club allemand, auteur d'un exercice décevant, a fini par être relégué en deuxième division, une situation qui a directement impacté la cote de l'attaquant algérien. Le joueur originaire de Jijel voit ainsi sa valeur tomber à vingt millions d'euros. Désormais, il n'occupe plus que la quatrième place du classement des joueurs algériens les plus chers, derrière Maza (45 millions), Rayane Aït Nouri (40 millions) et Amine Gouiri (28 millions). Il partage toutefois cette position avec Anis Hadj Moussa, dont la valeur pourrait encore grimper lors de la prochaine actuali-

sation concernant le championnat néerlandais. La tendance n'est pas plus favorable pour Badredine Bouanani. Le jeune international algérien, qui a traversé une saison compliquée à Stuttgart, a également vu sa valeur diminuer. Estimé auparavant à 12 millions d'euros, il est désormais évalué à 10 millions. À l'inverse, certains cadres de la sélection nationale conservent une certaine stabilité. Farès Chaïbi maintient sa valeur à 15 millions d'euros depuis octobre dernier, tandis que Ramy Bensebaïni reste fixé à sept millions d'euros, une estimation qui n'a pratiquement pas évolué depuis près de deux ans. Au-delà des chiffres, cette nouvelle progression d'Ibrahim Maza représente surtout une récompense logique pour la qualité de ses prestations lors de la saison écoulée. Le jeune prodige algérien semble désormais prêt à franchir un nouveau cap dans sa carrière. Tous les regards seront désormais tournés vers ses prochaines échéances avec la sélection algérienne, notamment en perspective de la Coupe du Monde, où il pourrait devenir l'un des principaux atouts des Verts. Si sa progression se poursuit au même rythme, le jeune stratège du Bayer Leverkusen pourrait rapidement s'imposer comme l'un des visages majeurs du football algérien de demain.

Mondial-2026 La Fifa autorise les supporters à apporter une bouteille d'eau dans les stades



Sous pression après de vives critiques, la Fifa fait marche arrière et autorise de nouveau les supporters à entrer avec une bouteille d'eau dans les stades du Mondial 2026. La Fifa a annoncé, vendredi qu'elle autorisait de nouveau les spectateurs à apporter une bouteille d'eau en plastique dans les stades du Mondial 2026, quelques jours seulement après les avoir interdites pour des raisons de sécurité. Cette interdiction avait suscité de fortes critiques, alors que plusieurs stades se situent dans des zones de chaleur estivale extrême, aggravée par une humidité étouffante.

Une bouteille de 590 ml autorisée pour chaque match

«Tous les fans seront autorisés à apporter une bouteille d'eau en plastique, scellée et d'une contenance de 590 ml, pour n'importe quel match du Mondial aux États-Unis et au Canada», a affirmé Heimo Schirgi, le chef des opérations de la Coupe du Monde. Les gourdes en plastique dur restent, elles, interdites car elles posent «des risques pour la sécurité», a précisé le dirigeant.

Un revirement après une interdiction très critiquée

Mardi, la Fifa avait modifié son «code de conduite dans les stades» pour prohiber les bouteilles d'eau réutilisables, jusque-là autorisées et rechargeables aux fontaines gratuites. La mesure contraignait de fait les supporters à acheter leur boisson dans les boutiques des partenaires commerciaux de l'instance — une décision perçue comme une manœuvre commerciale au détriment des fans.

Une chaleur potentiellement dangereuse dans plusieurs villes hôtes

Le contexte climatique rendait l'interdiction particulièrement mal venue. Des climatologues ont récemment averti qu'une «chaleur éprouvante» pourrait affecter un quart des matches du Mondial 2026, finale comprise, prévue dans le New Jersey le 19 juillet. À Houston et Dallas, les températures estivales avoisinent souvent les 40 °C avec une forte humidité. Lors du Mondial des clubs l'an dernier, de nombreuses rencontres s'étaient déjà déroulées dans des conditions similaires, la chaleur humide rendant l'expérience difficile à supporter pour les spectateurs.

FAF Lancement du 3^e module du programme «Fast-Track» CAF C et B à Tlemcen

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) a lancé, vendredi le 3^e module de la formation «Fast-Track» CAF C et B à Tlemcen. Cette formation est destinée à un groupe d'anciens joueurs internationaux, au Centre technique régional de Tlemcen, a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le chef de département formation, Karim Kaced, qui a exposé les principaux axes du 3^e module. Ce stage, dispensé sous l'encadrement de formateurs accrédités par la Confédération africaine de football et la Fédération algérienne de football permet aux stagiaires d'acquérir des connaissances technico-pédagogiques modernes adoptées dans le domaine de l'entraînement en football. Le programme du 3^e module comprend le système de jeu, l'organisation du jeu, le projet de jeu et les balles arrêtées. Cette session se poursuivra jusqu'au 8 juin courant.



Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
22°/12°	19°/11°	23°/11°	17°/7°	30°/17°



El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
03h39	12h46	16h37	20h04	21h47

4^e édition du SADA

Rezig procède à l'ouverture avec 25 pays participants



Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, samedi à Alger, l'ouverture de la 4^e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026), marquée par une large participation continentale dans l'objectif de renforcer les partenariats économiques, de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le processus d'intégration économique en Afrique.

Organisée sur trois jours sous le thème : «Construire les partenariats africains de demain: innovation, souveraineté économique et intégration continentale», cette manifestation constitue un espace de promotion du dialogue économique et d'exploration de nouvelles opportunités d'investissement, de partenariat et de coopération entre les acteurs économiques à travers le continent. Les délégations participantes, représentant 25 pays africains, regroupent des représentants d'institutions et d'organismes publics, des opérateurs économiques, des investisseurs, des organisations professionnelles et des cham-

bres de commerce. Le programme de cette édition comprend des rencontres B2B et des panels de discussion consacrés, notamment au commerce intra-africain, à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), au financement, à la logistique, à l'industrialisation locale, à l'innovation, à l'entrepreneuriat et aux perspectives du développement économique en Afrique. Des espaces d'exposition commerciale et d'échanges institutionnels sont également prévus pour favoriser la conclusion de partenariats et la création d'opportunités concrètes de coopération et d'investissement à l'échelle du continent.

Algérie-Paraguay

Saihi examine avec son homologue paraguayenne les perspectives de coopération bilatérale

En marge de la Conférence internationale du travail à Genève, Saïhi et son homologue paraguayenne ont exploré les pistes d'une coopération bilatérale renforcée. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, a passé en revue, à Genève, avec la ministre du Travail de la République du Paraguay, Monica Recalde De Giacomi, les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans le domaine de l'inspection du travail et de l'échange d'expériences professionnelles. Cette rencontre s'est tenue en

marge de la participation de M. Saïhi aux travaux de la 114^e session de la Conférence internationale du travail, qui se tient à Genève du 1^{er} au 12 juin en cours. La rencontre a permis d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans le domaine de l'inspection du travail et de l'échange d'expertises et d'expériences professionnelles pertinentes. À cette occasion, Saïhi a exprimé la disposition de l'Algérie à partager son expérience en matière d'inspection du travail ainsi que les différents méca-

nismes mis en œuvre pour garantir le respect de la législation professionnelle, soulignant la volonté de renforcer les partenariats bilatéraux au service des intérêts communs des deux pays.

De son côté, la ministre paraguayenne a salué les efforts consentis par l'Algérie dans l'organisation du marché du travail et le développement des systèmes de protection sociale, affichant l'intérêt de son pays à tirer profit de l'expérience algérienne et à renforcer les canaux de communication et de coordination entre les deux pays.

Ligne ferroviaire

Djellaoui préside une réunion sur le projet de ligne ferroviaire Ouargla-In Salah-Tamanrasset



Abdelkader Djellaoui a présidée, à Alger, une réunion de travail, consacrée au suivi des préparatifs du lancement du projet de ligne ferroviaire Ouargla-In Salah-Tamanrasset.

Cette réunion, à laquelle ont pris part les cadres centraux du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, ainsi que le directeur général et des cadres de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), est consacrée à l'évaluation de l'avancement des procédures préparatoires visant à assurer le démarrage effectif des travaux de réalisation de ce projet.

Lors de cette rencontre, un exposé détaillé a été présenté sur les mesures prises pour finaliser les différents aspects techniques et réglementaires requis avant le lancement de la phase de réalisation. Les participants ont également examiné les dispositions restantes et les préparatifs liés aux prochaines étapes, afin de garantir la concrétisation du projet, conformément aux normes techniques en vigueur et dans le respect des délais. Le ministère a, par ailleurs, indiqué que les procédures relatives à la sélection des entreprises chargées de la réalisation du tronçon reliant Ghardaïa, Laghouat et El Menéa se poursuivent en prélude au lancement des travaux.

le financement et l'investissement.

En marge de l'exposition, plusieurs conférences et rencontres professionnelles seront organisées, réunissant des experts internationaux, des dirigeants d'entreprises, des représentants d'institutions nationales, d'organismes internationaux, ainsi que des investisseurs et partenaires financiers. Ces rencontres permettront d'aborder les enjeux stratégiques du secteur, notamment en matière de modernisation des infrastructures, d'innovation technologique et de financement des projets ferroviaires, selon les organisateurs.

2^e édition du salon «Algeria Rail Expo»

El Bahia hôte de l'événement

La deuxième édition du salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, «Algeria Rail Expo», se tiendra du 9 au 11 juin courant au Centre des conventions d'Oran (CCO), avec la participation d'exposants issus de sept pays, aux côtés de grandes entreprises algériennes publiques et privées. Placée sous le parrainage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette manifestation vise à mettre en lumière l'intérêt croissant accordé au développement du secteur ferroviaire en Algérie et dans la région, ont indiqué les organisateurs. Le salon ambi-

tionne de «se positionner comme une plateforme de référence entre l'Afrique et l'Europe, dédiée à la promotion des investissements, au développement des partenariats industriels et au partage des expertises dans les domaines liés aux infrastructures et aux systèmes ferroviaires». L'événement réunira l'ensemble des acteurs de l'écosystème ferroviaire, couvrant, notamment les infrastructures ferroviaires, le matériel roulant, la signalisation et les systèmes de contrôle, l'électrification et l'énergie, les équipements industriels, les services d'ingénierie, la logistique et le transport, ainsi que

● Baccalauréat 2026

La SNTF et l'ETUSA annoncent la gratuité du transport pour les candidats



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé, la mise en place de la gratuité du transport au profit de l'ensemble des candidats au baccalauréat 2026. Cette mesure concerne les lignes de banlieue d'Alger, Constantine, Oran et Annaba, et s'appliquera durant toute la période des épreuves. Afin de bénéficier de ce dispositif, les candidats sont invités à se présenter aux guichets de vente des billets munis de leur convocation à l'examen du baccalauréat 2026. Une carte ou un billet gratuit leur sera délivré pour faciliter leurs déplacements vers les centres d'examen. Cette initiative s'ajoute à celle déjà annoncée par l'ETUSA, qui a également décidé d'assurer la gratuité du transport sur l'ensemble de son réseau au profit des candidats au baccalauréat 2026, durant toute la période des examens.

● **Législatives du 2 juillet**
Tirage au sort pour la répartition
des créneaux horaires
d'intervention des candidats
dans les médias nationaux
durant la campagne électorale

Le tirage au sort pour la répartition des créneaux horaires d'intervention des candidats dans les médias nationaux durant la campagne électorale des Législatives du 2 juillet prochain a été lancé, samedi, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger. Cette opération intervient en prévision de la participation des partis politiques et des listes indépendantes à la campagne électorale, dont le coup d'envoi sera donné mardi prochain, en vue de présenter leurs programmes électoraux dans le cadre de cette échéance nationale, qui constitue une étape importante dans le processus d'édification et de renouvellement des institutions législatives. La campagne électorale dure 21 jours et s'achève trois jours avant la date du scrutin.